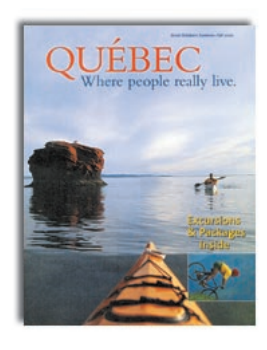




Moins de Camaro et de Firebird à Boisbriand page C1



Tourisme: plusieurs défis pour le Québec page A3

TORONTO MAPLE LEAFS

page S3

Sortir les enfants de la « fosse » en béton



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

Les 600 élèves de l'école Charles-Lemoyne, dans le quartier Pointe-Saint-Charles, passent leurs récréations dans une « fosse » en béton depuis près de 20 ans.

Enfin, un projet concret pour les gens de Pointe-Saint-Charles

ÉRIC TROTTIER

Les 600 élèves de l'école Charles-Lemoyne, rue Mullins, dans le sud-ouest de Montréal, passent toutes leurs récréations dans une fosse en béton enfouie dans le sol, dans laquelle ils ne peuvent apercevoir qu'un bout de ciel, et pas d'arbres.

Remarquez, des arbres, il n'y en a pas autour de cette institution primaire sans cour d'école. En lieu et place se trouvent des usines fermées, d'autres qui sont encore ouvertes, des immeubles désaffectés dont les façades sont recouvertes de graffitis. En face de l'école, le parc des Apprentis ne paie pas de mine non plus. Ses structures de jeu datent de plusieurs décennies. Certaines semblent avoir fait la guerre de 14-18. Les enfants vont tout de même s'y amuser; ils ont une vue imprenable sur la voie ferrée située à quelques mètres de là...

Au cours des trois prochaines années, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec investiront 42 millions dans une foule de petits projets visant à redorer 11 quartiers dont le niveau de pauvreté est très élevé. Les responsables avouent qu'il s'agit d'une goutte d'eau dans l'océan. Mais l'initiative, croient-ils, pourrait représenter un formidable levier susceptible de favoriser la renaissance de ces voisinages exclus du boom économique. La Presse vous présente, aujourd'hui et demain, certaines des interventions prévues, ainsi qu'un portrait des 11 zones ciblées.

Bienvenue à Pointe-Saint-Charles, l'un des 11 quartiers « sensibles » ciblés par la Ville de Montréal pour leur niveau de pauvreté particulièrement élevé. On imagine mal les résidents du quartier Ahuntsic accepter que leurs enfants fréquentent une école dont la cour soit une fosse en béton. Pourtant, c'est bien ce que les élèves de l'école Charles-Lemoyne, dans le quartier Pointe-Saint-Charles, endurent depuis 20 ans. « Les parents de Pointe-Saint-Charles ont été très patients », avoue Jacqueline Montpetit, commissaire d'école du quartier et res-

ponsable du dossier à la CSDM. « Si on était dans un quartier plus riche, ça fait longtemps que le gouvernement, la Ville et la commission scolaire auraient bougé », poursuit, sur un ton amer, Sylvain Larose, dont les deux enfants ont fréquenté l'école. Ces derniers sont maintenant au secondaire, mais le père de famille continue de se battre pour doter Charles-Lemoyne d'une cour

Voir SORTIR en A2

■ Une bougie d'allumage pour les quartiers démunis: A6

La Cité du multimédia victime de son propre succès

Des subventions versées pour des déménagements qui tardent

FRANÇOIS BERGER

Des dizaines d'entreprises du multimédia et des nouvelles technologies de l'information continuent de percevoir de généreuses subventions même si elles tardent, parfois durant des années, à remplir une condition primordiale justifiant ces subventions, soit leur déménagement à la Cité du multimédia de Montréal, où les délais de construction repoussent l'arrivée de nombreux locataires.

Parmi les 96 entreprises qui ont un bail avec la Cité du multimédia,

seulement 21 occupent effectivement les lieux. Les autres doivent attendre l'achèvement des travaux de construction, dans certains cas jusqu'en juin 2002, mais elles bénéficient quand même des avantages consentis par le gouvernement du Québec pour stimuler la nouvelle économie et regrouper une partie de l'industrie du multimédia dans le même quartier du centre-ville de Montréal.

Québec accorde pendant 10 ans un crédit fiscal annuel équivalent à

Voir LA CITÉ en A2

Le « cybersexe » menace les accros

ERIN McCLAM
de l'Associated Press, ATLANTA

La dépendance suscitée par le sexe interactif sur Internet prend la forme d'une épidémie aux conséquences dramatiques : couples défaits, troubles du comportement et obsessions affectant tout le prisme démographique, de la ménagère au chef d'entreprise en passant par les homosexuels, selon les conclusions de spécialistes du « cybersexe » réunis le week-end dernier à Atlanta.

« Internet révolutionne la sexualité », a constaté devant les délégués Al Cooper, directeur médical d'une clinique du sexe à San José (Californie). À l'en croire, le cybersexe est en train de changer la définition de la compulsion sexuelle, tout « comme le crack a bouleversé le domaine de la consommation de drogue ».

Le côté anonyme et instantané d'Internet attire par ailleurs de façon étonnante les femmes, qui préfèrent pour leur part le côté interactif des forums de discussion sur le



PHOTO CP

Quelque 15 % des internautes ont visité des sites porno ou des forums de discussion consacrés au sexe. Une clientèle que vise des foires comme la X Web Expo qui s'est tenue à Montréal en mai 1999.

sexe plutôt que de regarder des images pornographiques, ont souligné des psychologues lors de la conférence organisée par le Conseil national sur l'accoutumance et la

Voir LE « CYBERSEXE » en A2

Rubriques

Arts et spectacles B5 à B8	Le monde A16 à 18, A21, A22
- horaire spectacles B8	Loteries A2, A21
- horaire télévision B6	Mots croisés C20, S10
- Louise Cousineau B5	Mot mystère C19
- Nathalie Petrowski B6	Opinions B3
Bandes dessinées C19	Petites annonces C18
Bridge C21	- immobilier C18, C19
Cyberpresse A19	- marchandises C19, C20
Décès C23	- emplois C20
Économie C1 à C17	- automobile C21, C22
Éditorial B2	- affaires C4
Êtes-vous observateur C18	Politique B1, B4
Feuilleton C20	
Horoscope C21	

MÉTÉO

Faible pluie
Max. 19, min. 13
Cahier Sports, page 16

http://lapresse.infinet.net

Chrétien n'a plus la cote, selon Gallup

VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

Jean Chrétien ou Paul Martin ? La décision du premier ministre de se représenter pour un troisième mandat pourrait coûter la majorité au Parti libéral selon un nouveau sondage Gallup.

Plus de la moitié des Canadiens, soit 51 %, estiment que Jean Chrétien devrait tirer sa révérence à la fin du présent mandat alors que 39 % croient le contraire, révèle le sondage mené à travers le Canada du 10 au 19 avril auprès de 1008 personnes. C'est au cours de cette même période que le premier ministre Chrétien a effectué une tournée au Proche-Orient, marquée d'une série de gaffes diplomatiques

qui ont fait la une quasi quotidiennement. Les Québécois, plus que tous les autres Canadiens, considèrent que M. Chrétien devrait prendre une retraite bien méritée. Ils sont en effet 60 % à affirmer qu'il ne devrait pas se représenter.

Fait intéressant, ce sont les gens les plus âgés qui recommandent la retraite au chef libéral. Deux tiers des personnes de plus de 50 ans pensent qu'il devrait céder la place.

En comparant les intentions de



vote des Canadiens selon que le chef libéral soit Jean Chrétien ou Paul Martin, Gallup démontre la popularité du ministre des Finances.

Pour les libéraux, qui devront affronter une droite revampée, l'enjeu est de taille : la différence entre les deux hommes pourrait être la majorité aux Communes.

En supposant que Jean Chrétien reste en poste, comme il l'a encore répété hier, à peine un tiers (33 %)

des électeurs jugent probable qu'ils votent pour les libéraux. À l'inverse, 40 % des répondants ne voteraient probablement pas pour le PLC dirigé par M. Chrétien.

En remplaçant Jean Chrétien par Paul Martin, la proportion probable d'appui aux libéraux grimpe à 39 %, alors que seulement 29 % des Canadiens jugent improbable qu'ils leur accordent leur vote.

En 1997, lors de la dernière élection fédérale, les libéraux de Jean Chrétien ont obtenu de justesse un gouvernement majoritaire par seulement neuf sièges en récoltant 38 % du suffrage à travers le pays.

Ce sondage Gallup, le premier à mesurer sur la scène nationale les

Voir CHRÉTIEN en A2

Suites de la une

La Cité du multimédia victime de son propre succès

LA CITÉ / Suite de la page A1

40 % des salaires versés, avec un maximum de 15 000 \$ par employé, un congé d'impôt sur le revenu, des exemptions de taxes sur le capital et le remboursement d'une partie des coûts des équipements. Pour une entreprise d'une centaine d'employés, cette aide dépasse largement le million de dollars par année.

Une entreprise jugée admissible aux subventions commence à en profiter dès la signature du bail de location avec le consortium qui exploite la Cité (Ville de Montréal, Caisse de dépôt et Fonds de solidarité de la FTQ). Le gouvernement a prévu que l'aide fiscale est quand même versée si l'entreprise ne peut emménager dans la Cité à cause de délais relevant du promoteur immobilier. C'est le cas de 75 entreprises, et d'autres vont s'ajouter avec la signature de nouveaux baux au cours des prochaines semaines.

Dans certains cas, les nouveaux locataires subventionnés n'arriveront que dans deux ans ! Quatorze entreprises qui devaient entrer à la Cité au début de 2001 ne pourront le faire qu'en juin 2002, parce que l'expansion ultra-rapide d'autres entreprises a littéralement « bouffé » l'espace disponible, expli-

que Mario Bérard, de la firme Groupe immobilier Valor, chargée de la gestion du projet et de l'administration des baux, dont la durée varie de cinq à 10 ans. « Certains s'imaginent qu'ils ne déménageront jamais », dit-il.

Ces reports n'incommodent aucunement de nombreuses entreprises, au contraire heureuses de toucher les subventions sans avoir à payer tout de suite les loyers relativement chers de la Cité (de 24 à 25 \$ le pied carré, soit de 20 % à 100 % de plus qu'ailleurs à Montréal).

De toute façon, l'obligation d'emménager à la Cité du multimédia constitue « un gros boulet » pour les entreprises, les plus petites surtout, note Jacques Ouellet, vice-président d'Inno-Centre, un incubateur d'entreprises de la nouvelle économie. Ces délais « font l'affaire » de plusieurs, dit-il.

Chez Mon Mannequin Virtuel.com (auparavant appelé Public Technologies Multimédia), le report est de six mois. L'entreprise de 235 employés, spécialisée dans la mode sur l'Internet, devait entrer à la Cité l'automne prochain. « Le délai nous arrange », avoue la présidente Louise Guay, puisque l'entreprise a déjà un bail ailleurs qu'elle aurait été obligée d'honorer en même temps que celui de la Cité.

Pour certains producteurs de multimédia qui ne bénéficient pas des subventions, l'aide gouvernementale à des entreprises qui, dans les faits, n'ont pas déménagé à la Cité, peut constituer une « concurrence déloyale ». « Ce n'est pas équitable », croit Martin Chartrand, président de Zone Web Communications, un producteur multimédia qui a renoncé à la Cité et à ses subventions à cause du prix élevé des loyers.

Une opinion que ne partage pas Daniel Boismenu, directeur général de l'Association des producteurs de multimédia du Québec (APMQ). « Les entreprises qui ont décidé de ne pas profiter du programme gouvernemental ont fait un choix qui dépend de leur plan d'affaires et de leur propre structure de financement », dit-il. Certaines firmes se sont retirées du programme parce que la Cité ne pouvait plus répondre à leurs besoins en pleine croissance, note M. Boismenu en rejetant l'allégation de « concurrence déloyale ». Il admet cependant que le projet de la Cité du multimédia sert avant tout à revitaliser un quartier de Montréal et non à « développer des contenus » multimédias.

Au Bureau de développement de la nouvelle économie (BDNE) à Québec, le directeur André Parent est au fait des délais qui

s'étirent à la Cité du multimédia, mais il assure que les subventions seraient remboursées au gouvernement si des entreprises n'y déménageaient pas, finalement. Jusqu'à maintenant, deux baux ont été révoqués, l'un par Angel Communications, une petite entreprise qui a subi une baisse de ses activités, et l'autre par Up2 Technologies, une filiale de Téléglobe chargée de l'hébergement de sites Web haut de gamme avant le rachat annoncé de la société par BCE, qui possède déjà elle-même des filiales spécialisées dans les nouveaux médias.

Le BDNE, qui relève du ministère des Finances, a émis pour la Cité du multimédia, depuis deux ans et demi, 160 « lettres d'intention » déclarant admissibles aux subventions autant d'entreprises. Les deux tiers d'entre elles ont fini par signer un bail, dans les trois mois suivant la réception de l'accréditation.

Pour l'ensemble des programmes d'aide fiscale destinés à la haute technologie dans une vingtaine d'endroits désignés au Québec (de la biotechnologie au multimédia, en passant par la production manufacturière numérisée et les technologies de l'environnement), quelque 350 lettres d'intention ont été émises par le BDNE, mais seulement la moitié aboutissent à la signature d'un bail.

Sortir les enfants de la « fosse » en béton

SORTIR / Suite de la page A1

d'école digne de ce nom. Pointe-Saint-Charles, c'est, avec Hochelaga-Maisonneuve, le dernier bastion de la pauvreté francophone à Montréal, une population enclavée entre les ponts Champlain et Victoria, entre le canal Lachine et la voie ferrée. Les problèmes sociaux y sont parfois criants. Le taux de chômage est élevé, les familles monoparentales, nombreuses, et les logements, souvent délabrés.

Tous les matins, le concierge de l'école Charles-Lemoyne fait le tour de la bâtisse pour noter les nouveaux graffitis faits durant la nuit, ou pour ramasser les bouteilles de bière brisées.

Construite à la fin des années 60 en plein coeur d'un quartier industriel, l'école ne de-

voit, au départ, accueillir que des élèves de niveau secondaire. C'est d'ailleurs pourquoi elle n'a pas de cour. Mais la démolition et un incendie survenus dans deux écoles primaires voisines ont forcé l'ancienne CECM à reloger des enfants du primaire à Charles-Lemoyne au milieu des années 1970. Depuis plus de 20 ans, les parents de l'école attendent une vraie cour. « Pensez-vous que les enfants peuvent jouer au ballon et courir comme tout le monde, avec si peu d'espace », demande Sylvain Larose.

La « fosse », comme tout le monde l'appelle ici, est tellement étroite que l'école doit diviser ses périodes de récréations en trois.

Jacqueline Montpetit habite le quartier depuis près de 30 ans. Quand elle a été élue commissaire à la Commission scolaire de Montréal (ancienne CECM), en 1994, elle a décidé d'en faire une priorité. Mais rien n'est

simple dans le dossier. L'automne dernier, la CSDM a exproprié les terrains situés de l'autre côté de la rue Mullins. La Ville a alors dit qu'elle était prête à fermer la rue pour la transformer en cour d'école, tout en aménageant le nouveau Parc des Apprentis, qui doublerait en superficie.

Aussi, c'est avec un énorme soupir de soulagement que Mme Montpetit et les parents de l'école ont accueilli, il y a une semaine, le plan d'intervention de 42 millions, annoncé par le maire Bourque et la ministre Louise Harel, dans les 11 quartiers « sensibles » de Montréal. Ce plan prévoit un investissement de 450 000 \$ pour la mise en place de la cour d'école et le réaménagement du parc des Apprentis.

Il y a un hic, toutefois : l'annonce ne tenait pas compte de la décontamination du site et de la démolition des vieux bâtiments indus-

triels. Ces frais supplémentaires totalisent 750 000 \$, selon des fonctionnaires de la Ville, qui avouent ne pas trop savoir où ils iront pêcher cet argent.

Au bureau de Mme Harel, on se fait rassurant, toutefois : « Les 450 000 \$ annoncés, c'est pour la première phase des travaux, mais nous avons déjà prévu des sommes additionnelles pour la décontamination ; si ça coûte plus cher, nous allons le payer », a déclaré le ministre par la voix de son attachée de presse, Renée-Claude Boivin.

« Il ne manque que quelques milliers de dollars, enchaîne Mme Montpetit, après tout le chemin qu'on a fait, ce serait bête que le projet bloque à ce point-là. »

Sylvain Larose, lui, demeure sur ses gardes : « On nous a fait tellement de promesses depuis 20 ans, sans que ça aboutisse. Je vais y croire quand les bulldozers seront sur le terrain... »

Le « cybersexe » menace les accros

LE « CYBERSEXE » / Suite de la page A1

compulsion sexuelles (NSCAC). Des travaux ont montré qu'environ 15 % des internautes ont visité des sites pornographiques ou des forums de discussion consacrés au sexe. Et une nouvelle étude présentée à Atlanta montre que près de 9 % des internautes qui ne surfent pratiquement que sur des sites X y consacrent plus de 11 heures par semaine.

Et la parité hommes/femmes y est à peu près respectée, contredisant l'idée reçue selon laquelle les adeptes du cybersexe sont en très grande majorité masculins. Pour Al Cooper, cela s'explique par le fait que les femmes peuvent surfer en toute sécurité sur le Net et y exprimer librement leur sexualité.

« Les femmes ont toujours peur de la vio-

lence, des maladies sexuellement transmissibles et du comportement des autres, a-t-il expliqué. Où que vous soyez, quels que soient vos désirs, vous le trouvez sur Internet ». Toutefois, près de la moitié des sondées par M. Cooper privilégient les discussions coquines, alors qu'elles ne sont que 23 % à dire préférer les images. Chez les hommes, la proportion est inverse.

Mais à toute médaille son revers. L'anonymat du Web et la très grande variété de fantasmes proposés en ligne peuvent déclencher une « hypersexualité », ce besoin compulsif du cybersexe qui peut briser un mariage ou une relation amoureuse.

« La souffrance que cela peut provoquer dans une relation est intense et profonde », a renchéri le Dr Kimberly Young, psychologue

à la clinique Sierra Tuscon dans l'Arizona. « Et la rechute n'est qu'à un clic » de souris. La menace vient surtout du fait qu'un des partenaires pense que le cybersexe ne fait pas de mal : ce dernier semble plus acceptable moralement que le fait d'assouvir vraiment un fantasme ou de louer une cassette porno.

Mais cela entraîne l'apparition d'un « mur du secret » dans le couple, selon Al Cooper. Chacun est susceptible de ne pas dire à l'autre quel site il fréquente, voire de se réveiller en pleine nuit pour aller surfer à la recherche de cyber-frissons.

Le phénomène d'hypersexualité semble par ailleurs être particulièrement élevé chez les gays qui n'ont pas encore révélé leur homosexualité, a souligné le Dr Ron Burg, qui

a travaillé avec Al Cooper. Pour ceux qui ont peur de s'afficher en public ou qui hésitent encore sur leur sexualité, Internet procure une porte d'entrée à l'exploration de sa propre sexualité.

Mais ce désir peut conduire, selon lui, à une grave compulsion sexuelle. Ainsi, comme le montre l'étude, plus de 16 % des accros au cybersexe sont des gays ou des lesbiennes, alors que les homosexuels ne représentent que 7 % de l'échantillon total.

Pour les participants à la conférence, l'hypersexualité doit être soignée au même titre que les troubles de la personnalité ou ceux du désordre alimentaire. Ils ont recommandé de dire aux patients d'effacer leurs signets et de réduire le nombre de leurs petites aventures en ligne.

(Site Internet du NSCAC : <http://www.ncsac.org>)

Chrétien n'a plus la cote, selon Gallup

CHRÉTIEN / Suite de la page A1

performances électorales de M. Chrétien et Martin, confirme ce que d'autres enquêtes d'opinion ont démontré ces dernières semaines : une majorité de Canadiens croient que l'heure de la retraite a sonné pour le premier ministre.

Un sondage Angus Reid publié dans le *Globe and Mail* à la mi-mars arrivait déjà à la conclusion que 60 % des électeurs souhaitaient le départ à la retraite de M. Chrétien.

Pourtant, révélait aussi ce sondage, une proportion égale de citoyens se disaient satisfaits du travail de leur premier ministre. (Gallup ne vérifie pas cette donnée dans son enquête).

Pour ce qui est du Québec, un sondage Léger & Léger publié à la fin mars aussi dans le *Globe and Mail* indiquait que Paul Martin récolterait 54,3 % des votes contre 45,4 % pour Jean Chrétien.

En rétrécissant encore davantage l'oeil du microscope pour scruter seulement le comté de Sherbrooke, un sondage a démontré la se-

maine dernière que les libéraux fédéraux obtiendraient 47,9 % des voix avec Paul Martin, contre seulement 34,6 % avec Jean Chrétien.

Selon les déclarations de Jean Chrétien lors du congrès de son parti en mars, les prochaines élections auront lieu d'ici un an.

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911

Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100

Les petites annonces : (514) 285-7111

Télécopieur : (514) 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : (514) 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détaillants : (514) 285-6931

National, TéléPlus : (514) 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : (514) 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : (514) 285-6892

Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par : La Presse, Ltée,

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.

<http://lapresse.infinet.net>

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -

Contrat de vente numéro 0531650»

Port de retour garanti. (USP5003692)

Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTÉRIES

La quotidienne

à trois chiffres : 8-1-1

à quatre chiffres : 4-0-8-3

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, Héma-Québec attend les donneurs aux endroits suivants:

■ à Montréal: Centre des donneurs de sang, centre commercial Maisonneuve, 2991, rue Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 19 h 30;

■ à Saint-Louis-de-France: parrainée par le Club Optimiste Saint-Louis-de-France, en collaboration avec les Chevaliers de Colomb, conseil 9956, Centre communautaire, 100, rue de la Mairie, de 13 h 30 à 20 h. Objectif: 150 donneurs;

■ à Montréal: Collège Régina-Assumpta, Centre culturel et sportif, 1750, rue Sauriol Est, de 14 h à 20 h. Objectif: 125 donneurs;

■ à Saint-Paul-d'Abbotsford: organisée par les Chevaliers de Colomb, en collaboration avec les pompiers, caserne des pompiers, 926, rue Principale, de 15 h à 20 h. Objectif: 90 donneurs;

■ à Montréal: Canadien National, Gare centrale, côté Ouest, 935, rue de La Gauchetière Ouest, de 10 h à 17 h 30. Objectif: 315 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Le coiffeur, la mère et l'enfant

■ Prenant prétexte de la Fête des mères, nous en avons réunies trois bien connues chez leur coiffeur préféré, Alvaro. Laurence Jalbert, France Castel et Sophie Faucher nous montrent la tête qu'il leur a faite... et celle de leur enfant. À lire demain dans le cahier Mode, sous la plume de Viviane Roy.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?

Répondez à la question du jour:

— par téléphone, en composant le 514-285-7333;

— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Le sexe interactif sur Internet est-il un phénomène qui vous préoccupe?

Le premier ministre Lucien Bouchard a déclaré hier que son gouvernement va reprendre l'offensive vers la souveraineté du Québec. Êtes-vous d'accord?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 35 %
Non: 65 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Actualités

Le tourisme québécois : beaucoup de chemin à faire



Isabelle Hachey

Le Québec a connu une très bonne année touristique en 1999 : hausse notable des visiteurs étrangers, reprise de la croissance des marchés outre-mer, bonne performance du côté américain. Sans compter que les Québécois continuent de visiter par millions les plus beaux coins de leur propre province.

Ces résultats honorables ont de quoi réjouir le ministre du Tourisme, Maxime Arseneau, qui traçait hier un bilan plus que positif de cette industrie en expansion. Mais les régions du Québec ont intérêt à unir leurs efforts si elles ne veulent pas manquer le bateau sur les marchés internationaux, où la concurrence est de plus en plus féroce.

L'Organisation mondiale du tourisme prévoit en effet que les recettes du tourisme international quadrupleront d'ici vingt ans. L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit d'un marché potentiel de plusieurs centaines de milliards. Selon les observateurs, le Québec a encore beaucoup de chemin à faire pour s'y tailler une place — et s'y maintenir.

L'union fait la force

Premier défi : mettre définitivement un terme aux batailles de clochers qui minent la crédibilité du Québec à l'étranger. La province compte pas moins de 20 associations touristiques régionales (ATR) qui tentent trop souvent de tirer la couverture de leur côté.

Jusqu'à récemment, l'incohérence la plus complète semblait régner en terme de promotion à l'étranger. Dans les salons de tourisme internationaux, il n'était pas rare de voir certaines régions comme l'Abitibi tenter de faire concurrence à... Venise ou Paris ! Une stratégie coûteuse et complètement inefficace, estime Paul Arseneault, consultant en tourisme au Groupe DBSF. « Ça n'a aucun sens ! On n'a pas les moyens de soutenir cela. Il faut une cohérence, une masse critique » pour être remarqué par des grossistes internationaux, dit-il.

« Vous êtes en compétition avec le monde dans ces salons, ajoute Michel Archambault, titulaire de la Chaire de tourisme de l'UQAM. Il faut être assez lucide pour avouer qu'on n'a pas d'affaires sur certains marchés. Tout le monde aurait intérêt à travailler les uns avec les autres. » Robert Trudel, président de l'ATR Mauricie, est d'accord. « Il faut travailler ensemble. C'est difficile, parce que chacun est un peu gourmand. »

Le ministre Arseneau a reconnu le problème et obligera désormais les ATR à soumettre leur plan de promotion internationale aux fonctionnaires du ministère. Tourisme Québec entend ainsi limiter la concurrence que les régions se livrent à l'étranger, en les regroupant par zones touristiques. « C'est certain que sur le marché américain, Lanau-dièr ça ne veut pas dire grand chose », dit le ministre, qui avoue du même souffle que certaines régions rechignent à se regrouper. « On travaille avec acharnement pour arriver à des ententes là-dessus. »

Bien qu'il semble décidé à faire un peu de ménage, le ministre Arseneau a tout de



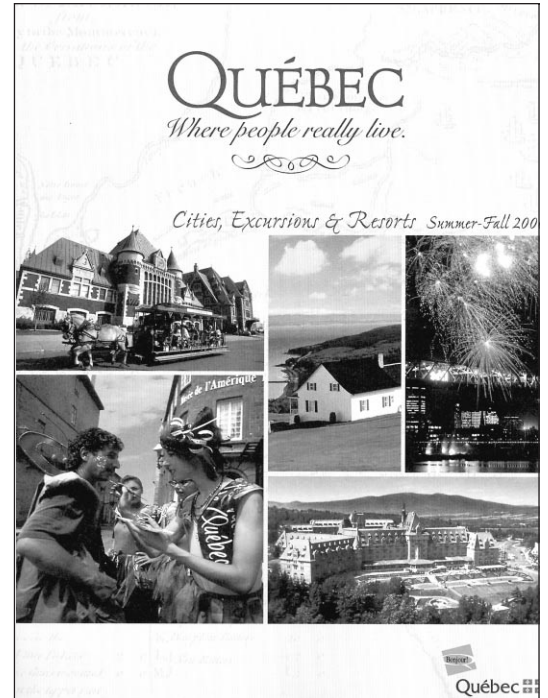
PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Faire porter un costume aux calèchiers de Montréal et de Québec est l'une des nombreuses mesures en apparence plutôt banales, selon certains, qui contribueraient à faire pencher la balance du bon côté.

même donné son aval à la scission de l'ATR Mauricie-Bois-Franc, en mars dernier, affirmant que « la Mauricie (était) une destination en elle-même ». Le nombre d'ATR est ainsi passé de 19 à 20. Par comparaison, la France, qui accueille chaque année des centaines de millions de touristes, n'a que cinq régions touristiques. « C'est un non-sens ! Et c'est un bel exemple de nombrilisme », résume Paul Arseneault.

Les moyens de ses ambitions

Autre problème de taille, Tourisme Québec n'a pas vraiment les moyens de ses ambitions. Considéré comme un parent pauvre du gouvernement, carrément sous-financé selon plusieurs, il ne peut rêver d'attirer une masse importante de touristes étrangers avec les quelques petits millions de dollars inves-



Un exemple de la publicité du Québec aux États-Unis.

tis en publicité chaque année. « Le budget du ministère est insuffisant pour la volonté qu'il a de développer le marché mondial », estime le consultant de DBSF. « La seule ville de Las Vegas dépense 250 millions par an en promotion touristique. » Dix fois plus que le budget annuel total de Tourisme Québec !

Selon Michel Archambault, les stratégies gouvernementales sont plutôt bonnes aux États-Unis. Jouer la carte de l'ilot européen en Amérique du Nord, des cafés au lait, des festivals endiablés, des folles nuits de Montréal et bien sûr, du taux de change avantageux, tout cela est parfait. « Mais encore faut-il avoir les moyens de le diffuser ! »

« Les prévisions semblent indiquer que le dollar canadien, face à l'euro, va s'apprécier dangereusement, ce qui ferait en sorte que le Québec deviendrait une destination moins abordable auprès des Français. Sera-t-on assez habiles pour quitter un marché un peu bas-de-gamme, celui des circuits en autobus, pour développer des créneaux plus spécialisés ? Il y a là un défi », dit Paul Arseneault.

En fait, c'est peut-être le plus grand défi qui attend le Québec : la qualité des produits touristiques offerts aux étrangers. M. Archambault souligne entre autres la « pollution visuelle » sur les autoroutes et l'état des haltes routières provinciales, munies de cantines mobiles et de toilettes peu attirantes. « Je ne suis pas sûr qu'on y offre les produits du terroir de la région, ironise-t-il. Pourtant, on devrait saisir l'opportunité de le faire, beaucoup de touristes s'arrêtent dans ces haltes. »

La qualité avant tout

D'autres mesures, en apparence plutôt banales, contribueraient à faire pencher la balance du bon côté, estime le chercheur de l'UQAM : uniformiser la couleur des taxis, faire porter un costume aux calèchiers de Montréal et de Québec et interdire aux autocars de touristes de se garer devant les monuments importants. « L'image du Québec doit être améliorée, parce que la concurrence est très vive. »

Le ministre Arseneau souligne de son côté qu'un « programme qualité » réglementera bientôt plus sévèrement l'industrie. Le projet de loi, qui sera déposé dans quelques semaines, devrait notamment obliger les hôtels et les gîtes à subir un classement — une mesure actuellement volontaire. « Si le produit n'est pas de qualité, admet le ministre, on ne pourra pas se maintenir sur le marché. »

Vingt millions de visiteurs en 1999

ISABELLE HACHEY

Vingt millions de touristes ont visité le Québec en 1999, ce qui a permis à l'industrie d'enregistrer des recettes de six milliards, a annoncé hier le ministre du Tourisme, Maxime Arseneau.

Les Québécois eux-mêmes sont en grande partie à l'origine de ce succès : ils représentent 13,5 millions des visiteurs dans les différentes régions de la Belle Province, une augmentation de 6 % par rapport à 1998.

Mais le nombre de Québécois ayant profité de leurs vacances à l'extérieur de la province demeure plus élevé que celui des touristes étrangers ayant parcouru le Québec. Résultat, la province enregistre toujours un « déficit touristique » de 343 millions — une amélioration par rapport à 1993, alors que ce déficit dépassait le milliard.

D'autre part, si les Québécois représentent 68 % des touristes au Québec, ils n'ont engendré que 39 % des recettes touristiques. Les visiteurs d'outre-mer, au contraire, ne forment que 6 % des touristes, mais ont entraîné 23 % des recettes de l'industrie. Cette différence marquée s'explique surtout par la durée des séjours, beaucoup plus longs dans

le cas des touristes étrangers, a expliqué M. Arseneau.

Trois millions de Canadiens ont choisi de visiter le Québec en 1999, une hausse de 7 % par rapport à 1998.

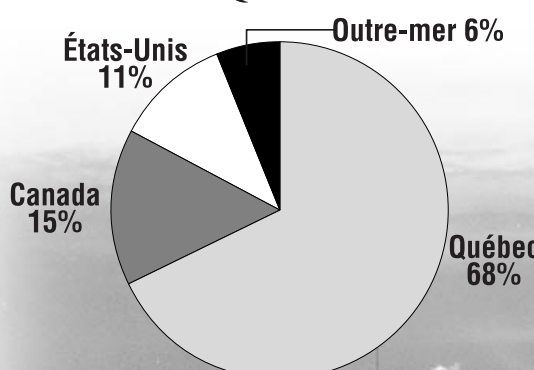
Parmi les étrangers, les Américains sont toujours les plus nombreux à visiter le Québec : 2,2 millions en 1999, une hausse de 6,5 % par rapport à l'année précédente. Les dépenses de nos voisins du sud ont passé pour la première fois le cap du milliard de dollars (une augmentation de 11,2 %). Il faut toutefois noter qu'à la fin des années 80, les Américains étaient plus de trois millions à visiter le Québec chaque année.

Du côté du tourisme outre-mer, la stagnation des deux dernières années semble chose du passé, puisque les 1,2 million de touristes représentent une hausse de l'ordre de 5,6 % par rapport à 1998. Les Français visitent le Québec en majorité (371 000), suivis des Britanniques (128 000), des Japonais (103 000) et des Allemands (102 000). Ces derniers sont de plus en plus nombreux à jeter leur dévolu sur la province : en 1999, le nombre de visiteurs allemands a augmenté de 24 %. Le ministre Arseneau explique cette hausse impressionnante par une campagne de promotion efficace et surtout, par l'instauration d'une nouvelle liaison aérienne entre les deux pays.

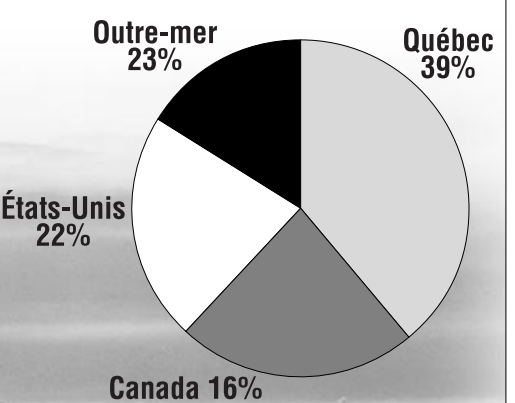
Le tourisme au Québec

20 millions de touristes ont visité le Québec en 1999 et ont permis d'enregistrer des recettes de plus de 6 milliards \$, selon le ministère de Tourisme.

■ Provenance des touristes qui ont visité le Québec en 1999



■ Recettes touristiques en 1999



Infographie La Presse



Affaire Reilley: la commission scolaire satisfaite

Elle juge adéquate la suspension de l'élève ayant menacé un prof avec une réplique d'arme

HUGO DUMAS

La Commission scolaire Western Québec estime avoir agi correctement en suspendant, pour une période de 15 jours, un adolescent de 15 ans qui a braqué une réplique de revolver au visage de son professeur de français, Michael Reilley, à la fin avril. L'enseignant du Pontiac Protestant High School de Shawville, en Outaouais, a remis sa démission samedi, jugeant cette punition beaucoup trop clémente compte tenu des actes de violence qui se multiplient dans les écoles secondaires du Canada et des États-Unis.

Heureusement, l'arme n'était en fait qu'un simple briquet. « Mais cet élève aurait dû avoir au moins 20 jours de suspension ou une expulsion complète. Les gens ne réalisent pas que c'est très sérieux ce qu'il a fait », dit M. Reilley, 55 ans, qui enseigne au Pontiac High School depuis janvier, comme suppléant. Aucune accusation criminelle ne sera portée contre l'adolescent.

« Nous trouvons que l'incident a été traité un peu de façon frivole par la commission scolaire, qui aurait dû prendre l'affaire plus

au sérieux. Il faut montrer aux élèves qu'on ne peut pas s'amuser de cette façon et leur envoyer un message beaucoup plus clair », indique Pierre Weber, président de l'Association provinciale des enseignants du Québec, qui regroupe les syndiqués des écoles anglophones.

De son côté, la Commission scolaire Western Québec dit qu'« elle a suivi les procédures appropriées, stipulées dans sa politique relative à la sécurité dans les écoles, à savoir qu'un sérieux incident a été signalé, que l'élève a immédiatement été suspendu et que la police a été prévenue en même temps », peut-on lire dans un communiqué émis hier.

Cette affaire est maintenant classée, soutient la commission scolaire. Le comité de discipline a rendu, le 3 mai, « une décision fondée sur les preuves fournies au moment de l'incident, le rapport du procureur et les antécédents de l'élève en matière de discipline », rapporte le court communiqué. La directrice générale de la Commission scolaire Western Québec, Diane Fyfe, n'a pas rappelé *La Presse* hier. Quant à la directrice du Pontiac Protestant High School, Margaret Dupuis,

elle a référé les médias à M^{me} Fyfe.

Dans la matinée du 26 avril, un élève du groupe de français langue seconde de M. Reilley s'est dirigé vers le bureau du professeur à l'avant de la classe, et l'a mis en joue avec une réplique d'arme à feu de calibre 22. Le cours n'était pas encore commencé. « Je me suis accroupi pour éviter la balle. Finalement, le fusil n'était qu'un briquet. Toute la classe a ri de façon cruelle. Je me suis senti tout faible », dit M. Reilley, qui a déjà enseigné dans une école primaire de Campbell's Bay et à l'Université de Montréal.

« Je n'ai pas besoin de ce harcèlement-là. Je n'ai pas besoin de ce stress-là dans ma vie », explique M. Reilley.

L'élève n'a pas expliqué ses motivations. Selon M. Reilley, il n'avait pas posé de gestes semblables dans le passé. L'adolescent récoltait de bonnes notes, dit son professeur.

Robert Cadotte, porte-parole de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), croit qu'il est primordial que tous les élèves sachent bien qu'une mauvaise blague comme celle de Shawville, ça ne se fait tout simplement pas.

« Il faut qu'ils sachent que le professeur a dû être traumatisé. Détruis-tu la carrière d'un prof seulement pour faire un mauvais gag ? » demande M. Cadotte.

La suspension imposée à l'adolescent n'est pas adaptée à la gravité du geste posé, dit Pierre Weber. « Ça ou rien, c'est presque la même chose. Sans lui faire rater son année, on aurait pu lui faire écrire ses examens à la maison. De cette façon, le message aurait été clair : toute forme de violence ne sera pas tolérée dans les écoles », explique-t-il.

Des mesures contraignantes doivent accompagner les suspensions ou les expulsions afin d'inculquer aux élèves un sens de la responsabilité, dit Alain Marois, qui pilote le dossier de la violence dans les écoles pour l'Alliance des professeurs de Montréal. « Ces élèves pourraient poursuivre leur scolarisation dans des groupes qui ont des problèmes semblables. Ça serait beaucoup plus valable qu'une suspension », indique-t-il.

L'enseignant reviendra-t-il sur sa décision ? « Je veux prendre mon temps pour voir ce que je veux faire. Je veux me remettre en forme et me reposer », dit M. Reilley.

Chevrette veut serrer la vis aux motocyclistes

Presse Canadienne
QUÉBEC

Excédé par le nombre croissant de motocyclistes impliqués dans des accidents mortels, le ministre des Transports, Guy Chevrette, devrait bientôt réinstaurer les cours de conduite obligatoires.

M. Chevrette a déclaré hier sur les ondes de TVA qu'il trouvait « aberrant, ridicule » le processus

permettant actuellement aux motocyclistes de se procurer et de conduire une motocyclette avant d'avoir réussi un examen pratique.

« Je suis prêt à réviser la décision qui concerne les cours », a-t-il précisé.

L'an dernier, 55 motocyclistes ont perdu la vie sur les routes du Québec. Cette année, la belle saison est tout juste commencée que l'on dénombre déjà 18 morts. De-

puis que les cours obligatoires ont été abolis en 1997, le nombre d'accidents mortels impliquant des motocyclistes n'a cessé d'augmenter. Il y en a d'ailleurs trois fois plus cette année qu'à la même date l'an dernier.

L'automne dernier, le ministre a invité les intervenants de cette industrie à une Table de concertation dans le but de trouver des moyens destinés à modifier le comportement des motocyclistes téméraires.

La Société d'assurance automobile du Québec, les ministères des Transports et de la Sécurité publique, des associations de motocyclistes, les marchands de motocyclettes, le CAA et l'Association des écoles de conduite ont participé à cette réflexion dont les résultats seront connus la semaine prochaine.

Outre la réinstauration des cours obligatoires, le ministre devrait aussi augmenter « significative-

ment » le coût d'un permis de conduire une motocyclette. Actuellement à 276 \$, il pourrait doubler à plus de 500 \$.

M. Chevrette croit qu'une hausse importante du coût d'un permis pour certaines catégories de motos découragera les plus jeunes adeptes de s'en procurer.

La semaine dernière, il a brandi une menace plus lourde : celle d'interdire certaines grosses cylindrées.



Un homme devra payer 7000 \$ de dommages pour harcèlement sexuel

CHRISTIANE DESJARDINS

Un résidant de Lachine, Kevin Birkett, devra payer 7000 \$ en dommages moraux et exemplaires à une femme qui travaillait sous ses ordres et qu'il a harcelée sexuellement, vient de trancher le Tribunal des droits de la personne.

La femme a été embauchée le 16 décembre 1997 à titre de représentante en télé-marketing pour la compagnie Posicom inc. Le superviseur Kevin Birkett a commencé par demander à cette employée d'utiliser un ton de voix « particulier » pour exciter sexuellement la clientèle.

Puis, le 2 février 1998, Birkett questionne la femme sur ses habitudes sexuelles, et lui réclame un massage du cou. La femme s'exécute avec quelques hésitations. Mais ce n'est pas assez pour cet homme qui s'allonge et demande à la femme de lui masser les fesses. Comme elle refuse, Birkett lui prend la main et la force à le toucher aux fesses. Elle proteste. Birkett éteint la lumière du bureau, l'étreint, lui saisit les fesses et tente de l'embrasser de force. La femme réussit à se libérer et profite de l'ar-

rivée d'un collègue pour sortir du bureau et rentrer chez elle.

Traumatisée, la femme n'ose plus retourner au travail, mais avec le support de collègues, elle reprend quand même son emploi. Elle constate toutefois que l'attitude de Birkett a changé. Il est froid et distant, et lui impose des conditions de travail différentes des autres pour lui rendre la vie difficile. Le 18 mars 1998, Birkett congédie la femme en invoquant que son rendement est insatisfaisant.

C'est à ce moment que la femme a avisé le supérieur de Birkett. Ce dernier a été congédié illico, alors que la femme a été réembauchée. Elle a porté plainte au Tribunal des droits de la personne le 9 avril 1998.

L'audience s'est tenue en l'absence de Birkett, qui n'a pas comparu. Mais le Tribunal des droits de la personne a estimé que le témoignage de la plaignante était logique, cohérent et crédible. « La jurisprudence définit deux principales formes de harcèlement sexuel, soit le harcèlement du chantage au travail, et le harcèlement du milieu de travail hostile. Dans le cas présent, il s'agit du harcèlement du chantage au travail », écrit le juge Simon Brossard.

Deux présumés proxénètes sont accusés de tentative de meurtre en prison

CHRISTIANE DESJARDINS

Pascal Almonacy, 23 ans, et Stevenson Adonis, 22 ans, deux jeunes hommes qui sont détenus pour une affaire de proxénétisme et qui doivent connaître leur jugement demain, font maintenant face à des accusations de tentative de meurtre et de voies de fait graves.

La victime de cette tentative de meurtre est un homme de 22 ans qui a été violemment tabassé au Centre de détention de Rivière-des-Prairies, le 2 avril dernier. À son arrivée à l'hôpital, il souffrait de graves traumatismes crâniens, et a été maintenu en vie artificiellement. Aux dernières nouvelles, il n'avait toujours pas repris conscience.

Selon ce que *La Presse* a appris, l'agression serait survenue vers 19 h 30, le 2 avril, dans l'aile G6D du centre de détention Rivière-des-Prairies, où sont incarcérés les détenus en attente de procès.

Ayant noté une agitation anormale dans une partie de cette aile, les gardiens sont

accourus. Ils auraient vu Stevenson Adonis et Pascal Almonacy frapper violemment la victime à coups de pieds et de poings, au point où la tête du malheureux rebondissait à chaque coup sur les barreaux de l'escalier. Ensanglanté et inconscient, l'homme a été transporté à l'hôpital.

Almonacy et Adonis ont été formellement accusés le 11 avril et sont restés détenus. Selon l'issue de leur procès pour l'affaire de proxénétisme, ils pourraient demander une enquête sous cautionnement.

Rappelons que Stevenson Adonis et Pascal Almonacy sont accusés avec deux autres complices, Bélande Thadal, 25 ans, et Kelly Bienvena, 21 ans, d'avoir forcé quatre jeunes femmes de 18 à 25 ans à se prostituer pour leur agence d'escorte. Une autre accusée, Melissa Thibault-Lachance, subit son procès à part. Dans le groupe, Almonacy dirigeait supposément les opérations, tandis qu'Adonis était présumément un garde du corps.

Navid est déjà en Italie

La cour avait ordonné jeudi qu'un enfant enlevé par sa mère retourne avec son père

CHRISTIANE DESJARDINS

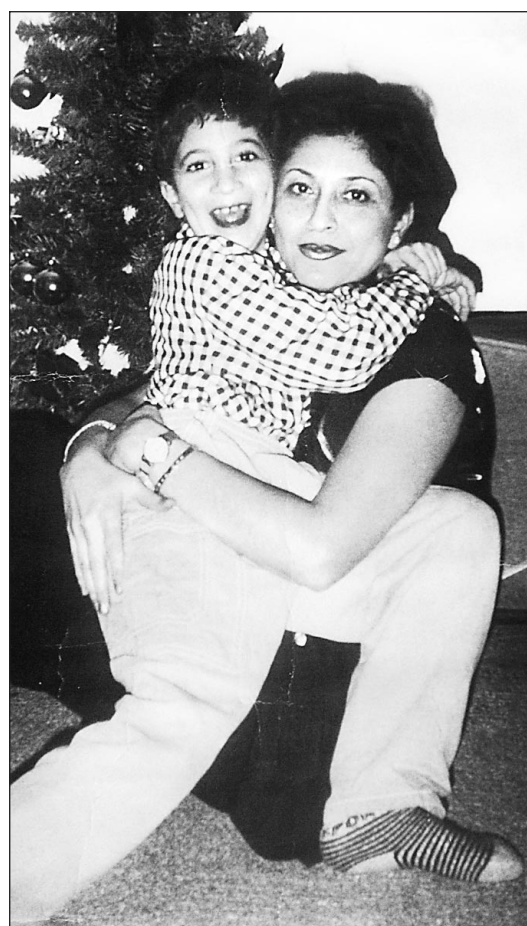


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©

Homeira Davari et le petit Navid. Elle craint que son ex-mari parte en Iran avec son fils, pays avec lequel le Canada n'a pas de traité d'extradition.

Une dizaine de personnes ont manifesté hier midi devant le palais de justice de Montréal, pour réclamer qu'un enfant de huit ans soit rendu à sa mère qui l'avait enlevé il y a quelques mois en Italie.

La mère, Homeira Davari, s'est mariée en Iran en 1987 et est allée s'établir en Italie avec son mari. En 1992, le couple a eu un enfant, Navid. En 1999, la femme s'est enfuie au Canada avec lui. Elle dit que son mari la battait. Le mari a entrepris des démarches pour récupérer son fils, et jeudi dernier, le juge Denis Durocher, de la Cour supérieure, a ordonné que l'enfant soit rendu à son père.

La femme devait rendre le petit samedi, mais la Direction de la protection de la jeunesse et les policiers sont allés cueillir l'enfant dès la fin des classes, vendredi. Hier matin, alors que M^e Richard Morand voulait demander un sursis d'exécution en Cour d'appel, coup de théâtre : le petit se trouvait déjà avec son père en Italie.

En désespoir de cause, M^e Morand présentera aujourd'hui une requête devant la Cour d'appel, dans le but d'obtenir un jugement visant le rapatriement de l'enfant. « C'est un essai que je fais, en vertu des pouvoirs généraux de la Cour d'appel », explique M^e Morand. Même s'il obtenait ce jugement, quels pouvoirs aurait-il ? « Aucun pouvoir, mais ce serait peut-être plus facile d'obtenir un jugement en Italie », dit M^e Morand.

M^{me} Davari craint que son ex-mari parte s'installer en Iran, pays avec lequel le Canada n'a pas de traité d'extradition.

Les manifestants rencontrés hier estimaient que cette affaire avait été menée beaucoup trop rapidement.

Cadavres repêchés

HUGO DUMAS

Deux cadavres ont été repêchés hier après-midi des eaux de la région de Montréal. Le premier corps a été découvert dans le canal de Lachine vers 13 h 30 non loin du pont Gauron, à LaSalle. C'est un employé s'occupant de l'entretien de la piste cyclable qui a repéré le cadavre, probablement celui d'un homme d'âge adulte, qui flottait près de l'intersection de l'avenue Dollard et de la rue Saint-Patrick. Les pompiers et les policiers ont été appelés et le cadavre, en état de décomposition avancé, a été retiré du canal de Lachine vers 17 h 30.

Presque au même moment, des employés du port de Montréal ont aperçu un cadavre dans le fleuve Saint-Laurent entre le quai 44 et un bateau, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Il s'agit vraisemblablement du corps d'un homme adulte. Dans le deux cas, les corps n'ont pas été identifiés.

Le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) traite ces événements comme des morts suspectes.

FLOWING LINES[®]
de
KAUFMANN de SUISSE

Bague diamant "triple Flowing Lines"
taille émeraude de 2,28 ct. baguettes et diamants ronds,
sur platine par KAUFMANN de SUISSE.

Faites partie de ses rêves

KAUFMANN de SUISSE
BIJOUX ET MONTRES - DEPUIS 1954
2195 RUE CRESCENT, MONTRÉAL H3G 2C1, (514) 848-0595
A PALM BEACH, FL. 216 WORTH AVE.
Christopher & Charles Kaufmann, Designers

www.kaufmannsuisse.com



Nous ferons tout
pour faire
chanter
vos
Fenêtres

CONFECTION SUR MESURE POUR VOS FENÊTRES



Stores en bois



Cantonnières bouffantes



Tissus



Stores verticaux



Écrans shoji



Stores horizontaux



Stores romain



Stores plissés

Économisez jusqu'à 60%

LE CHOIX LE PLUS COMPLET ET LES DERNIÈRES NOUVEAUTÉS EN PARURES DE FENÊTRES

Les plus jolies fenêtres du pays au plus bas prix garantis !

Levolor[®]

HOLICAN

HunterDouglas

SILHOUETTE • DUETTE • LUMINETTE

Service à domicile gratuit

Téléphonez-nous pour qu'un de nos conseillers en décoration vous rende visite.

C'est gratuit et sans obligation **331-5260**



CENTRE
ROCKLAND
341-7810
LES PROMENADES DE LA
CATHÉDRALE
282-9525

LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON
LINEN CHEST

PLACE PORTOBELLO
BROSSARD
671-2202
LES GALERIES
LAVAL
681-9090

Île de Montréal

Une bougie d'allumage pour les quartiers démunis

La Ville de Montréal espère que 42 millions serviront à revitaliser et à donner un peu de bonheur



Éric Trottier

Parc de la Savane, dans le quartier Côte-des-Neiges. Des joueurs s'installent au champ et attendent que le lanceur lance la balle au frappeur. Match de baseball typique ? Non, car le frappeur en question a un drôle de bâton aplati. Dans ce quartier composé de plus en plus de gens originaires du Bangladesh, de l'Inde et du Sri Lanka, le sport en vogue est devenu le cricket.

Rue Ontario, dans le quartier Sainte-Marie, au pied du pont Jacques-Cartier. Une jeune femme marche pieds nus, à la recherche d'un autre *fix*. Les yeux hagards, elle offre son corps aux automobilistes qui rentrent du boulot. Le quartier est sale et comprend plusieurs bâtiments industriels en mauvais état, situés à côté d'habitations où vivent de jeunes familles.

Plus au nord, dans le secteur Est du quartier Saint-Michel, de vieux immeubles sans âme construits dans les années 50 et 60 ferment un haut degré de pauvreté. Des gangs de jeunes Haïtiens ont déjà semé la terreur dans le quartier. Ils recommenceront, pensent plusieurs observateurs qui notent que « Saint-Michel est en train de se *bronxifier* ».

Trois quartiers, éloignés les uns des autres, qui ne se ressemblent pas, mais qui ont au moins un point en commun. Ils font partie du groupe des 11 quartiers « sensibles » que la Ville de Montréal a ciblés pour leur niveau de pauvreté particulièrement élevé.

Au cours des trois prochaines années, ces quartiers vont faire l'objet d'une attention toute particulière des autorités. Dans le quartier Pointe-Saint-Charles, on veut fermer une rue pour donner une cour d'école aux enfants. Dans Côte-des-Neiges, on va aménager un terrain de soccer en gazon synthétique. Dans Sainte-Marie, la Ville va détruire de vieux bâtiments industriels pour aménager un parc et construire des immeubles résidentiels. Plus à l'est, une maison d'accueil pour jeunes mères sans ressources sera érigée. Ailleurs, on installera des jeux d'eau pour que les enfants des quartiers les plus démunis puissent se rafraîchir, eux aussi, durant les journées torrides de juillet.

42 millions dans les quartiers sensibles

Au total, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec vont consacrer plus de 42 millions dans une multitude de projets devant permettre de revampier les 11 quartiers « sensibles » de la métropole.

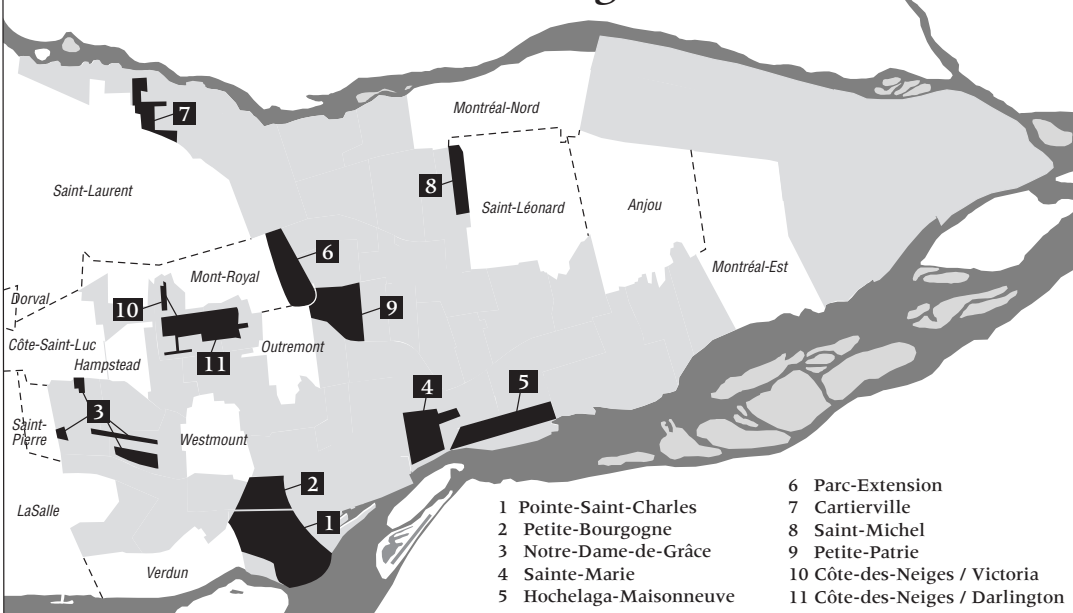
« Ces 42 millions, ce n'est pas grand chose, une goutte dans l'océan, explique Sylvie Labelle, responsable du dossier à la Ville



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse ©

Montréal change sur tous les tons : dans les parcs de Côte-des-Neiges, on joue de plus en plus au cricket.

Montréal et le défi de l'intégration



Infographie La Presse

de Montréal. On ne prétend pas vouloir tout régler. Mais ça peut aussi s'avérer une bougie d'allumage, avoir un effet d'entraînement incroyable qui permettra la renaissance de ces quartiers, exclus de la nouvelle économie et du boum économique qu'on voit partout ailleurs à Montréal. En investissant dans nos infrastructures, on espère revaloriser le cadre urbain, pour y attirer de nouveaux investis-

seurs, un peu comme ce fut le cas dans le quartier Parc-Extension, à la suite de la rénovation de l'ancienne gare Jean-Talon par Loblaw. »

Le programme cache un deuxième objectif, souligne M^{me} Labelle : apporter un peu de bonheur aux familles démunies. « Des tables à pique-nique et des barbecues dans les

parcs, des jeux sécuritaires, des jets d'eau : ce sont souvent ces petites choses qui font la différence et qui peuvent rendre les gens heureux dans leur quartier », plaide cette fonctionnaire fort enthousiaste.

Le programme, présenté la semaine dernière par le maire Pierre Bourque et la ministre Louise Harel, permettra d'accorder dix millions à la rénovation domiciliaire dans des quartiers où les logements, appartenant à des propriétaires qui n'y habitent pas, sont plus souvent qu'autrement délabrés.

Un deuxième volet des « quartiers sensibles », annoncé hier, vise à mettre sur pied une quarantaine de projets communautaires : des animateurs vont s'occuper des jeunes à la sortie des écoles pour les empêcher de « traîner dans la rue » ; d'autres vont accompagner les familles « à risques » ; on organisera des achats de nourriture en groupe, etc.

Mais la Ville veut surtout revampier ses espaces publics, notamment les artères commerciales, pour que les plus démunis sortent de leur isolement et recommencent à « socialiser ».

La pauvreté a changé

Les urbanistes de la Ville qui ont eu pour mandat de cerner les « microquartiers » dans lesquels la pauvreté est la plus concentrée se sont en effet rendus compte que ces zones présentaient de grandes ressemblances : au-delà du taux de chômage deux fois plus élevé qu'ailleurs à Montréal, du taux de décrochage scolaire lui aussi en altitude, on se rend compte que les quartiers pauvres de Montréal sont habités, plus que jamais, par des immigrants fraîchement débarqués dans la métropole et qui connaissent mal les services offerts par les gouvernements.

« Avant, nos clients étaient des Québécois moins instruits ou provenant de milieux démunis, dit Sylvie Labelle. Avec la croissance économique des dernières années, tous ceux qui avaient un peu d'éducation se sont placés les pieds. Ceux qui restent sans emploi, ce sont des gens qui ont une très faible scolarité, ou qui sont analphabètes, mais surtout, de plus en plus, des gens des communautés culturelles qui sont peu instruits et qui ne parlent pas français. En plus de tous les problèmes reliés à la pauvreté, ces gens-là sont socialement isolés. Avant de les intégrer au marché de l'emploi, ils doivent sortir de leur isolement, et ça, ça commence par une intégration à la société qui les entoure. »

Le pire, c'est qu'ils habitent bien souvent dans des quartiers négligés par les administrations municipales — manque d'espaces verts, manque d'équipements collectifs —, ce qui ne les incite pas à sortir de cet isolement.

Ultimement, Sylvie Labelle aimerait que ces investissements fassent disparaître la pauvreté dans ces quartiers, mais elle ne se fait pas trop d'illusion : comme tout le monde, les immigrants, après s'être intégrés et après avoir trouvé un bon emploi, s'en vont, eux aussi, vivre dans des quartiers mieux pourvus, et ils sont alors remplacés par d'autres immigrants fraîchement arrivés... et pauvres.

DEMAIN : Une visite dans Parc-Extension et les tableaux des six autres microquartiers « sensibles » ciblés par la Ville de Montréal.

1 Pointe-Saint-Charles

Population : 13 095 personnes
Population immigrante : 13% (27% à Montréal)
Minorités visibles : 12%
Langue maternelle : 59% français ; 30% anglais ; 11% autres
Taux de chômage en 1996 : 21% (15% à Montréal)
Revenus moyens des ménages en 1995 : 24 660\$ (34 376\$ à Montréal)
Familles monoparentales : 52% (36% à Montréal) 49% des 15-24 ans ne fréquentent plus l'école (32% à Montréal) 19% sont propriétaires (27% à Montréal)
Les projets : • Réaménagement complet (éclairage, structures de jeux, etc) du parc Le Ber (845 000\$) • Transformation de la rue Mullins en cour d'école (450 000\$) • Restauration des façades de la rue Wellington (300 000\$) • Conversion de l'ancienne piscine du YMCA en école des arts de la scène pour jeunes chômeurs (100 000\$)

Infographie La Presse



Sylvie Labelle, responsable du dossier des «quartiers sensibles» à la Ville de Montréal.

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse ©

2 Petite-Bourgogne

Population : 9 154 personnes
Population immigrante : 36% (27% à Montréal)
Minorités visibles : 45%
Langue maternelle : 39% français ; 29% anglais ; 32% autres
Taux de chômage en 1996 : 18% (15% à Montréal)
Revenus moyens des ménages en 1995 : 35 238\$ (34 376\$ à Montréal)
Familles monoparentales : 55% (36% à Montréal) 23% des 15-24 ans ne fréquentent plus l'école (32% à Montréal) 26% sont propriétaires (27% à Montréal)
Les projets : • Réaménagement du parc Campbell-Centre de façon à y attirer les familles et les personnes âgées ; réfection du terrain de baseball et installation d'un deuxième court de basketball (600 000\$) • Installation de nouveaux locaux pour accueillir une cuisine et une salle communautaires au coeur du plus important complexe de HLM du quartier (100 000\$)

Infographie La Presse

3 Notre-Dame-de-Grâce
Secteur Sud-Ouest

Population : 8 770 personnes
Population immigrante : 42% (27% à Montréal)
Minorités visibles : 37%
Langue maternelle : 11% français ; 49% anglais ; 40% autres
Taux de chômage en 1996 : 21% (15% à Montréal)
Revenus moyens des ménages en 1995 : 24 590\$ (34 376\$ à Montréal)
Familles monoparentales : 49% (36% à Montréal) 28% des 15-24 ans ne fréquentent plus l'école (32% à Montréal) 15% sont propriétaires (27% à Montréal)
Les projets : • Réaménagement du parc Coffee et installation de nouvelles structures de jeux pour enfants (200 000\$)

Infographie La Presse

4 Sainte-Marie

Population : 11 950 personnes
Population immigrante : 13% (27% à Montréal)
Minorités visibles : 14%
Langue maternelle : 82% français ; 4% anglais ; 14% autres
Taux de chômage en 1996 : 20% (15% à Montréal)
Revenus moyens des ménages en 1995 : 22 222\$ (34 376\$ à Montréal)
Familles monoparentales : 54% (36% à Montréal) 41% des 15-24 ans ne fréquentent plus l'école (32% à Montréal) 12% sont propriétaires (27% à Montréal)
Les projets : • Mise en valeur de vieux bâtiments municipaux pour les transformer en logements et aménagement d'une place publique aux abords du pont Jacques-Cartier (3,5 millions \$) • Plan de revitalisation des rues Ontario et Sainte-Catherine (1,5 million \$) • Création d'un nouveau square Ontario, face à l'église Notre-Dame-de-la-Guadeloupe (un million \$) • Mise en place d'un projet de logement et d'accompagnement pour une trentaine de filles-mères (334 000\$)

Infographie La Presse

5 Hochelaga-Maisonneuve
Secteur Sud

Population : 14 905 personnes
Population immigrante : 5% (27% à Montréal)
Minorités visibles : 5%
Langue maternelle : 93% français ; 3% anglais ; 4% autres
Taux de chômage en 1996 : 23% (15% à Montréal)
Revenus moyens des ménages en 1995 : 23 822\$ (34 376\$ à Montréal)
Familles monoparentales : 54% (36% à Montréal) 50% des 15-24 ans ne fréquentent plus l'école (32% à Montréal) 11% sont propriétaires (27% à Montréal)
Les projets : • Réfection de la place et du stationnement du marché Maisonneuve, achat d'un terrain adjacent pour y installer des équipements sportifs (2,5 millions \$) • Aménagement d'une promenade horticole rue Morgan (1,2 million \$) • Installation de nouveaux jeux aux parcs Jacques-Blanchet et Saint-Clément (400 000\$)

Infographie La Presse

Actualités

L'EXPRESS DU MATIN



La terrasse du Bourbon devance la dérogation



ÉRIC TROTTIER

Un donateur de Vision Montréal, Normand Chamberland, passera devant la Commission du développement urbain (CDU) de la Ville de Montréal ce soir en vue d'obtenir une dérogation au plan de zonage qui lui permettrait d'installer une terrasse dans un ancien petit parc, à côté de son hôtel, rue Sainte-Catherine, dans le Village gay.

Or, avant même que la CDU n'ait commencé à entendre sa cause, M. Chamberland a déjà aménagé sa terrasse!

« Une fois de plus, on se rend compte qu'un ami du parti au pouvoir se fiche complètement de la CDU et du conseil, qui doivent approuver les changements de zonage », a dénoncé hier le vice-président de la CDU et chef de l'opposition à l'hôtel de ville, Michel Prescott. Selon lui, il s'agit d'un autre épisode où la Ville accorde un passe-droit à un donateur du parti du maire Bourque.

Il s'agit plutôt d'une pure formalité, selon le porte-parole du Service d'urbanisme et de développement économique de la Ville, François Lemay. « M. Chamberland a acquis le terrain en 1996 et, dès lors, il avait été prévu que la Ville apporterait une correction technique au plan de zonage au moment du dernier paiement, soit à l'automne dernier. »

De son côté, M. Chamberland, propriétaire de l'hôtel Bourbon et de plusieurs bars et restaurants dans le même pâté de maisons, rue Sainte-Catherine entre les rues Champlain et Alexandre-de-Sèves, a expliqué qu'il avait acquis l'ancien parc Raymond-Blain pour une seule raison : l'exploiter commercialement. « À l'époque, la Ville m'a demandé de garder le lieu public pendant deux ans, ce que j'ai fait », a-t-il dit, ajoutant qu'il avait toujours été évident qu'il finirait par le transformer en terrasse avant d'y agrandir son hôtel de 32 chambres.

Sans doute, rétorque Michel Prescott, mais la dérogation n'a toujours pas été accordée. « Écoutez, reprend M. Chamberland, je vais mettre 1,5 million dans ce projet, si M. Prescott veut que je cesse d'investir dans le quartier, il n'a qu'à le dire ! »

M. Chamberland, qui est un ancien policier, rappelle que l'ancien square Raymond-Blain — du nom d'un conseiller municipal mort du sida en 1992 — était devenu un véritable repère de junkies.

Quant au fait qu'il ait donné, en 1999, 500 \$ à Vision Montréal, le tenancier réplique du tac au tac : « J'ai donné autant au parti de Jean Doré et au parti de Michel Prescott, par le biais de personnes que je connais ! Ça, M. Prescott n'en parle pas ! »

Réforme municipale : la couronne sud sera du comité aviseur

Les maires et préfets de la couronne sud de Montréal ont décidé majoritairement de participer au comité aviseur sur la réforme municipale dont ils boycottaient les activités depuis sa création.

« Nous jugeons important d'être à la table de discussions pour faire valoir notre point de vue à la lumière d'un certain nombre de balises contenues dans le livre blanc de la ministre Harel », a déclaré le maire de Candiac et préfet de la MRC de Roussillon, André J. Côté.

Francine Gadbois, mairesse de Boucherville, approuve entièrement ce choix. « Il est plus avantageux de travailler positivement à la réforme, dit-elle. La couronne sud constitue une force majeure dont l'avenir est intimement lié à celui de Montréal. Sa représentativité est primordiale. » La couronne sud représente 61 municipalités et compte 750 000 habitants.

Des tables de consultation ont été formées pour définir la position de la Rive-Sud concernant la création de la future Commission métropolitaine de Montréal. Les maires et préfets analyseront les différentes questions relatives à l'aménagement, au transport en commun, au logement social, à la promotion économique, à la gestion des matières résiduelles, au partage de l'assiette fiscale et aux regroupements municipaux.

Le maire de Chambly et préfet de la MRC de la Vallée du Richelieu, Pierre Bourbonnais, a été désigné pour représenter la couronne sud au comité aviseur présidé par Louis Bernard. Le maire de Longueuil, Claude Gladu, est également présent. Le comité doit faire des recommandations à la ministre sur les principaux aspects touchant la communauté métropolitaine.

Pas de délit de fuite, mais...

■ Il serait surprenant qu'une accusation de délit de fuite soit déposée contre l'homme de 80 ans qui conduisait un tracteur dont l'arrière a été heurté, dimanche, par une motocyclette dans le rang Berthelet, à Saint-Cutbert. Sous la violence du choc, le conducteur de la moto, Jocelyn Fafard, a été éjecté dans un champ et il est mort lors de son transport à l'hôpital. Vers 21 h, M. Fafard, 38 ans, de Berthier, a été découvert dans un champ après qu'un passant eut trouvé un soulier sur la chaussée. Cependant, d'autres accusations pourraient être déposées contre cet homme âgé, notamment d'avoir conduit un véhicule en mauvaise condition qui n'avait pas les feux de position arrière allumés. Les policiers de la Sûreté du Québec ont rencontré l'octogénaire chez lui.

Un syndicat au Loblaw de Brossard

■ Les 400 salariés du nouveau supermarché Loblaw de Brossard, dont la construction a suscité la controverse, ont joint la FTQ à laquelle sont déjà affiliés onze autres établissements. Les négociations débuteront bientôt pour la signature de la première convention collective. La section des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce représente tous les salariés qui travaillent dans les magasins Loblaw au Québec.

Cause encore reportée

■ L'ex-policier de la Sûreté du Québec Daniel Jourdain, impliqué dans une affaire d'escroquerie, a demandé un nouveau délai hier au palais de justice de Longueuil pour modifier son plaidoyer de culpabilité. Il reviendra en cour le 27 juin. Le procureur de la poursuite a souligné au juge que les procédures duraient depuis déjà un long moment et qu'il espérait que ce délai serait le dernier.

Tour de l'île

■ Du 28 mai et 4 juin, le cœur de Montréal battra au rythme du vélo, alors que plusieurs dizaines de milliers de personnes participeront à la Féria du vélo. Unique au monde, cette célébration de la bicyclette serait impensable sans le coup de pouce de milliers de bénévoles. À cet égard, les organisateurs de la Féria apprécieraient compter sur un grand nombre de bénévoles pour encadrer l'événement. On lance une invitation spéciale aux résidents de Montréal, de Montréal-Est, de Repentigny et de Montréal-Nord. Pour informations, (514) 521-8356.

Le propriétaire de l'hôtel Bourbon, dans le quartier gay, veut obtenir une dérogation en vue d'installer une terrasse... qui est déjà aménagée dans l'ancien parc Raymond-Blain.

PHOTO ROBERT NADON, La Presse ©

Les « fraises » de M^{me} Harel étaient en fait celles du journaliste de la SRC

MARTIN PELCHAT
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Les maires de la couronne nord ont voulu mettre la ministre Louise Harel dans l'embarras, dimanche, avec une histoire de fraises. Mais hier, ce sont eux qui rougissaient.

Capitalisant sur des propos controversés qu'ils attribuaient à la ministre, ces opposants acharnés à la réforme municipale s'étaient présentés dimanche à l'entrée du congrès du Parti québécois avec des caisses de fraises de la Californie qu'ils tendaient aux délégués. Les caméras de télé ont croqué ces images ; le coup a eu un certain succès médiatique.

Un communiqué des maires rapportait des propos attribués à M^{me} Harel : « Sans la présence de Montréal, les municipalités de la couronne nord ne seraient que d'immenses champs de fraises ». Le porte-parole des maires, Yvan Deschênes, maire de Rosemère, dé-

nonçait ces propos, qu'il affirmait avoir entendus lui-même de la bouche de la ministre. « Les citoyens ont été très déçus de ces commentaires », a-t-il dit. M^{me} Harel a pour sa part nié avoir prononcé ces paroles.

Puis, hier matin, un reporter de la télé de Radio-Canada à Montréal a téléphoné au cabinet de la ministre pour confirmer que l'auteur de ces paroles, c'était lui. Cette image des champs de fraises, il l'avait utilisée récemment en évoquant la volonté du gouvernement d'inclure les villes « champignons » dans le partage des coûts métropolitains.

Même s'il continue de penser que l'image illustre bien la façon dont le gouvernement considère les banlieues, Yvan Deschênes a dû reconnaître qu'il avait fait erreur et, penaud, il a téléphoné hier au cabinet de M^{me} Harel. « Je me suis excusé, a-t-il dit. Mais dans le feu de l'action, quand on écoute un reportage... Qui a dit quoi ? »

Napperon villa d'été 2⁹⁹
Une collection exclusive de napperons pur coton, fruits mûrs, carreaux vichy encadrés d'une large bordure qui s'harmonise en jaune soleil, bleu denim ou vert guacamole.

FÊTE DES MÈRES 14 MAI

Nappe carrelage arabesques 14⁹⁹ 62 x 70 pouces rég. 30,00\$
Arabesques disposées en losanges, tons vibrants de bleu océan sur fond blanc pour une nappe pur coton, magnifique et lumineuse tant au jardin qu'à la salle à manger. 60 x 84 et 70"rd. / 19,99, 60 x 104 / 24,95. 54 x 54 / 9,99, serviette unie 2,99

Drap fleurs provençales 19⁹⁹ Jumeau rég. 30,00\$
Percale de luxe pur coton 200 fils au pouce, large bordure dentelle blanche, motif rappelant l'abondance des pommiers fleuris en blanc, ciel, vert et jaune pour une fraîcheur printanière éclatante. Double 34,95, grand 49,95, tr.grand 64,95, taies st. 39,95, tr.gr. taies 44,95

Serviette ratine peignoir 7⁹⁹ Ben. 9,90\$
Grande serviette de 27 x 50 pouces en ratine ultra-épaisse. 10 coloris multidécors dont 7 combinaisons de carreaux et rayures à coordonner. Main 5,99, débarbouillette 3,99

Le certificat-cadeau Simons :
Le bon-cadeau qui laisse entièrement carte blanche.
Valeur de votre choix. Disponible à toutes nos caisses.

la maison
simons

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

9 mai 2000

Page A8 manquante

Religion à l'école: les réactions sont partagées

MARC THIBODEAU

Le sort de l'enseignement religieux continue de diviser les acteurs du milieu de l'éducation qui, de prévisible façon, réservent un accueil partagé à la formule préconisée par le ministre de l'Éducation, François Legault.

Selon le quotidien *Le Devoir*, M. Legault s'appête à déposer un projet de loi prévoyant le maintien de l'enseignement religieux catholique ou protestant au niveau primaire. Au niveau secondaire, les conseils d'établissement auraient à choisir, au premier cycle, entre des cours de confession catholique ou protestante, de morale ou encore d'éthique et de religion. Ce cours d'éthique et de religion deviendrait

parallèlement obligatoire en quatrième et cinquième secondaire. Les écoles perdraient par ailleurs leur statut confessionnel.

M. Legault a refusé hier de confirmer ces informations, se contentant de dire qu'il poursuivait des « consultations » à ce sujet.

La formule signalée reprend, quoi qu'il en soit, les grandes orientations qu'il avait mises de l'avant l'automne dernier à l'issue de la commission parlementaire sur la place de la religion à l'école. Celles-ci, faut-il le rappeler, s'éloignaient considérablement des conclusions du groupe de travail sur la place de la religion à l'école, qui préconisait le remplacement de l'enseignement confessionnel dans la grille-horaire par l'enseignement culturel des religions.

Louise Laurin, porte-parole de la Coalition pour la déconfessionnalisation du système scolaire, qui regroupe une cinquantaine d'organismes, estime que le ministre fera un « bon pas » en abolissant le statut confessionnel des écoles. Elle juge cependant inacceptable d'envisager le maintien à long terme de l'enseignement confessionnel, qui demeure le cœur du problème. « Le statu quo n'est pas viable puisqu'on ne respecte pas la Charte des droits et libertés de la personne », indique-t-elle, préférant attendre de prendre connaissance de la teneur exacte du projet de loi avant de commenter plus avant le dossier. « On saura alors si le gouvernement a une vision globale ou s'il fait du rapiéçage. »

Le président de la Fédération des

comités de parents du Québec, Gary Stronach, juge de son côté que la formule risque de plaire à ses membres. « Tout le monde peut se retrouver un petit peu là-dedans », note-t-il. Selon M. Stronach, les parents ne s'irriteront pas outre mesure du retrait du statut confessionnel des écoles en autant que leurs enfants continuent de pouvoir bénéficier de l'enseignement religieux. Un tel retrait, juge-t-il, sera aussi intéressant pour les parents des confessions religieuses autres que catholique et protestante, notamment parce qu'il encouragera une plus grande ouverture à la diversité religieuse dans les cours de morale.

Le critique libéral en matière d'éducation, Claude Béchard, se dit

favorable au maintien de l'enseignement religieux prévu par le ministre. Il déplore cependant qu'aucune mesure ne semble être prévue pour accommoder les membres d'autres confessions religieuses, une « omission » qui risque de poser des problèmes dans les régions à forte composition ethnique.

« La problématique montréalaise reste entière », note M. Béchard.

Si le projet de loi n'est pas déposé avant la fin de la semaine et que les libéraux s'y opposent, il ne pourra être adopté avant l'automne prochain en vertu des règles en vigueur à l'Assemblée nationale.

Hier, le porte-parole du ministre Legault, Alain Leclerc, s'est contenté de préciser qu'il serait déposé « éventuellement ».

Un record possible de 325 millions à la loterie américaine

Agence France-Presse ATLANTA

Le prochain tirage de la Loterie nationale américaine, ce soir, pourrait atteindre la somme de 325 millions de dollars, un record dans l'histoire des États-Unis, a indiqué la Lottery Corporation à Atlanta, en Géorgie (sud-est).

Une véritable hystérie s'est emparée des sept États qui participent à cette loterie sans précédent : le New Jersey, la Géorgie, l'Illinois, le Maryland, le Massachusetts, le Michigan et la Virginie.

La coquette somme sera versée au gagnant, qui devrait être connu dès demain, pendant une vingtaine d'années, à raison de 15 millions de dollars par an.

Mais si le ou les heureux optaient pour un unique versement, ils devraient se contenter de 149 millions de dollars.

La cagnotte a dépassé les 300 millions durant le week-end, aucun joueur n'ayant été en mesure de décrocher vendredi matin les six numéros gagnants.

Le précédent record de la Loterie nationale américaine, d'une hauteur de 295,7 millions de dollars, remonte à 1998. La somme avait été remportée et partagée par un groupe de treize collègues de travail de Westerville, dans l'Ohio (nord-est).

Procès d'un tueur en série

Agence France-Presse

Le procès d'un tireur en série présumé qui parcourait le pays en train a débuté hier devant un tribunal de Houston, où il comparait pour le meurtre d'une femme médecin en décembre 1998. Angel Resendiz est surnommé le « tueur du train ».

Profitez de nos largesses.



new balance

Modèle	Catégorie	2A	B	D	2E	4E
M803AT	Tout terrain-homme					
M702GM	Course-homme					
MX650WB	Multisports-homme					
MX607WN	Multisports-homme					
WW554WN	Marche-femme					

En magasin Disponible dans certains magasins ou sur commande
Certains modèles pour hommes disponibles en pointure 6 à 20 pour femmes 5 à 13

sports experts

LOUIS VUITTON ...l'élégance éternelle



Bucket en toile Monogram 745\$ & 830\$ existe également en toile Damier 810\$

OGILVY
1307 rue Sainte Catherine Ouest
514-842-7711 poste 205

Pour faire le point sur l'actualité

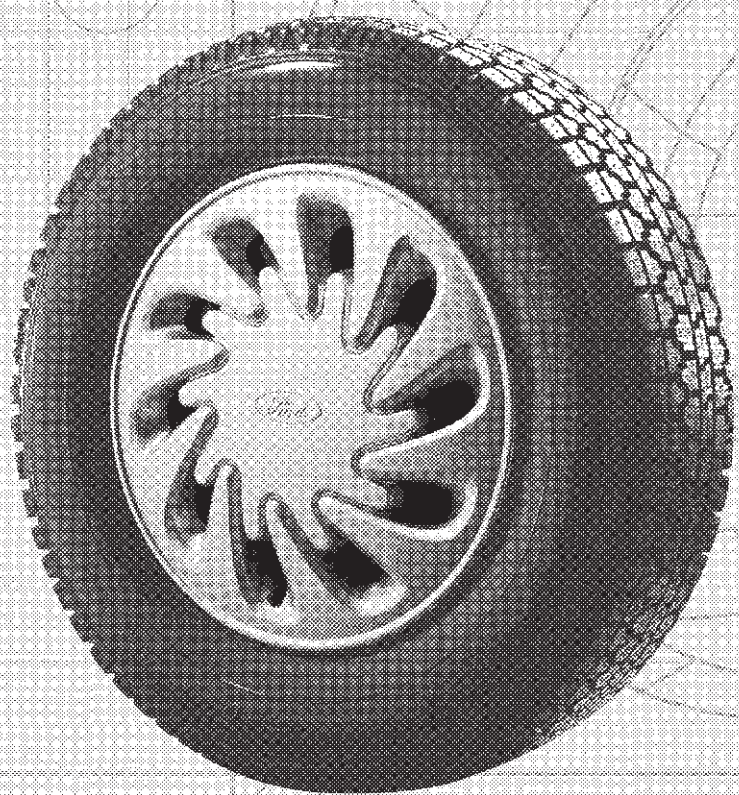
LISEZ LE CAHIER

Plus

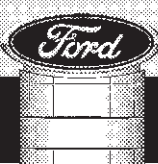
CHAQUE SAMEDI DANS

La Presse

ON A LES GENS,
LES PIÈCES
ET LES PRIX
QU'IL VOUS FAUT.



Service de Qualité^{MC}



VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC

www.fordquebec.com

FREINS

MotorcraftTM « Valeur Plus »

Installation de plaquettes de freins avant ou arrière Motorcraft sur la plupart des voitures et camionnettes Ford.

Comprend : • Les pièces et la main-d'œuvre
• La garantie longue durée!

99⁹⁹\$*

Motorcraft « Valeur Plus »

* Usinage des disques et des tambours exclus (si requis).
† La garantie s'applique aux pièces dans les conditions normales d'utilisation à des fins non commerciales, tant que le propriétaire initial possède le véhicule.
Chez les concessionnaires Ford participants. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Taxes applicables en sus. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 30 mai 2000.

PNEUS

Pneus de marque

À partir de 59⁹⁵\$*

Firestone^{MD}
Goodyear^{MD}
Michelin^{MD}

Exemple :
Firestone FR 360 P185/70R14 (convient aux Tempo/Topaz)
Aussi autres grandeurs de pneus de marques réputées offertes à des prix concurrentiels.

* Toutes les garanties courantes des fabricants de pneus s'appliquent.
Frais d'installation de 8,00 \$ en sus. Taxes et droits gouvernementaux de 3,00 \$ par pneu en sus. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Chez les concessionnaires Ford participants. Certains concessionnaires peuvent ne pas offrir la gamme complète des marques de pneus annoncées. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 30 mai 2000.

BATTERIES

MotorcraftTM

Série toute épreuve de Motorcraft (WTBXL)
Remplacement gratuit dans les 12 mois/72 mois de garantie

84⁹⁹\$*

Série Argent de Motorcraft (WTBXT)
Remplacement gratuit dans les 24 mois/84 mois de garantie

94⁹⁹\$*

* Installation en sus. S'applique à la plupart des voitures et camionnettes. Frais supplémentaires pour les véhicules équipés d'un moteur diesel. WTBXL-33; WTBXL-49; WTBXL-50 à 109,99\$. Taxes applicables en sus. Chez les concessionnaires Ford participants. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 30 mai 2000.

AMORTISSEURS

MotorcraftTM

À partir de 89⁹⁵\$*

par paire (incluant pièces & main-d'œuvre)

* Taxes applicables en sus. Chez les concessionnaires Ford participants. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 30 mai 2000.

Virus ILOVEYOU: trois personnes sont arrêtées à Manille

Agence France-Presse
MANILLE, Philippines

Quatre jours après l'apparition de ILOVEYOU, ce virus informatique responsable de la contamination de millions d'ordinateurs dans le monde, la police philippine a arrêté trois personnes hier à Manille.

Un homme, son épouse et la sœur de cette dernière, qui fait office de garde d'enfants dans la famille, ont été arrêtés hier matin par les agents du Bureau national d'enquête (NBI, sûreté nationale). Ils ont saisi du matériel informatique à leur domicile.

La police a dû attendre tout le week-end avant qu'un magistrat lui délivre, hier matin, les mandats d'arrêt et de perquisitions pour pouvoir pénétrer dans la maison « localisée » après une enquête menée avec les fournisseurs d'accès Internet par lesquels le virus s'est répandu sur toute la planète.

Selon les voisins, les suspects seraient Reomel Ramones, 27 ans, son épouse Irene de Guzman, employée de bureau, et sa sœur Jocelyn.

Les policiers philippins, accompagnés d'un responsable du FBI américain, ont saisi des disquettes, des magazines et du matériel informatiques, a indiqué une source au sein du NBI.

Selon le chef du NBI, Frederico Opinion, la saisie de matériel suspect devait permettre à la police d'interpeller les autres personnes se trouvant sous le même toit même si aucun mandat d'arrêt n'a été délivré contre elles.

Dimanche, la police de Manille et le FBI avaient soupçonné une jeune femme, mais un expert de Stockholm avait affirmé que cette dernière n'était que le propagateur du virus et non sa créatrice.

Les fournisseurs philippins d'accès Internet ont admis que ILOVEYOU avait été implanté dans leurs serveurs par un pirate infor-

matique identifié sous les noms de « mailme », « spyder » et « ispyder ».

Le virus figure dans les boîtes aux lettres électroniques sous forme d'un message intitulé ILOVEYOU et est contenu dans une pièce jointe intitulée « LOVE-LETTER-FOR-YOU.TXT.vbs ».

Les mots « Manila, Philippines », accompagnant la phrase « I hate to go to school » (« je déteste aller à l'école »), apparaissent à ceux qui ouvrent alors le document fatal. Ensuite le virus s'active et se propage en cascade à tous les destinataires enregistrés dans le carnet d'adresses, qui le transmettent à leur tour à tous leurs correspondants et ainsi de suite.

En attendant l'issue de l'enquête, le bilan des dégâts occasionnés s'alourdit. Hier, le fournisseur américain d'antivirus Trend Micro estimait qu'au Japon, 70 000 ordinateurs avaient été affectés. Les serveurs de Sony auraient reçu 70 000 messages contaminés. En revanche, Canon n'en a comptabilisé que 85 avant l'installation d'un logiciel antivirus, le 5 mai.

4,7 milliards de dommages

Les dommages engendrés par le virus et ses dérivés depuis son apparition jeudi sont estimés à 4,7 milliards de dollars, un montant qui devrait encore augmenter, a également estimé hier un cabinet de recherche.

« Après quatre jours, nous estimons les dégâts à quelque 4,7 milliards de dollars pour le virus et ses dérivés comme Joke (Plaisanterie) ou Mother's Day (fête des Mères) », a estimé Michael Erbschloe, directeur du cabinet de recherche californien Computer Economics, une société qui travaille avec des fabricants d'antivirus.

« Il est évident que l'impact économique total de ces virus dépassera les 10 milliards de dollars avant qu'ils soient totalement éradiqués », a-t-il ajouté.

Le Centre fédéral de protection et d'information a estimé que 11 virus dérivés de ILOVEYOU avaient été répertoriés dimanche soir.



Reomel Ramones (au centre), un employé de banque philippin de 27 ans, est soupçonné d'être le créateur du virus ILOVEYOU. Il a été arrêté hier à Manille.

Un étudiant suédois a contribué à démasquer le créateur du virus

Agence France-Presse
STOCKHOLM, Suède

Un étudiant suédois de 19 ans, Jonathan James, a aidé le FBI et les autorités philippines à démasquer le créateur présumé du virus informatique ILOVEYOU appréhendé hier à Manille.

« Je suis sûr qu'ils ont trouvé la bonne personne », a déclaré à l'AFP Jonathan James, quelques heures après l'arrestation d'un homme, de son épouse et de la sœur de cette dernière.

« J'ai commencé à faire des recherches dès dimanche, en rassemblant toutes les informations sur les virus originaires des Philippines et leurs créateurs, et je me suis mis à éplucher tout cela », a expliqué le jeune Suédois, qui, dans les heures qui ont suivi, a envoyé par courrier électronique les résultats de ses travaux au FBI.

« L'agent du FBI m'a remercié et

m'a dit que ma théorie confortait leurs suspicions », a-t-il ajouté.

Jonathan James a indiqué être parvenu à trouver la trace du créateur du virus en « craquant » des chemins et des adresses auxquels seuls les programmeurs philippins ont accès.

« Je me suis aperçu qu'il avait élaboré d'autres virus, sans les avoir envoyés. Ce sont eux qui l'ont trahi », a-t-il ajouté. Jonathan affirme avoir relevé, dans le cas du virus ILOVEYOU, plusieurs signatures identifiant son créateur.

Selon le lycéen, les « craqueurs » signent leurs dossiers pour pouvoir prouver qu'ils en sont responsables, une sorte de reconnaissance de paternité.

« Cette fois, j'ai recensé plusieurs références d'un groupe appelé Grammersoft, dont on ne trouve aucune trace sur le Web. En fait, il s'est avéré qu'il s'agissait d'un petit groupe de mordu de l'informatique fondé dans une uni-

versité des Philippines par le principal suspect », a-t-il expliqué, relevant que la traque était toutefois loin d'être finie, les autorités ayant pour l'instant échoué à localiser les propagateurs des « mutations » du virus.

Pas lui

Fredrik Bjoerck, chercheur en informatique à l'Université de Stockholm, estime pour sa part que la personne que le FBI et Jonathan James ont localisée n'est pas le créateur du virus.

Selon son hypothèse, le suspect appréhendé hier ne s'est rendu coupable que d'avoir propagé le virus conçu par un certain Michel, un étudiant allemand de dix-huit ans en séjour d'étude en Australie. M. Bjoerck avait déclaré samedi avoir « de bonnes raisons de penser » que Michel était le créateur de ILOVEYOU, expliquant qu'il avait repéré le virus trois heures après sa diffusion.

REPARTEZ À ZÉRO

FINANCEMENT À L'ACHAT DE

0%*

JUSQU'À 48 MOIS

FINANCEMENT À L'ACHAT DE

0,8%*

DE 49 À 60 MOIS

SUR TOUTES LES NEON 2000

Protection 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur

NEON LE 2000

- Moteur de 2 litres, 16 soupapes, 132 ch
- Transmission manuelle à cinq rapports
- Roues de 15 po en aluminium • Climatiseur
- Radiocassette AM/FM stéréo/changeur pour quatre CD au tableau de bord
- Suspension indépendante aux quatre roues
- Protection 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur

LOUEZ À		OPTIONS DE LOCATION DE 48 MOIS OFFERTES	
239\$ ⁺		MENSUALITÉ	COMPTANT INITIAL
PAR MOIS		239\$*	2540\$
		269\$*	1190\$
		295\$*	0\$

Terme de 48 mois. Comptant initial de 2.540\$. Aucun dépôt de sécurité. Taxe sur le climatiseur, transport et préparation inclus. Ajoutez la transmission automatique pour seulement 85\$ de plus par mois.



www.daimlerchrysler.ca

Commanditaire officiel de l'équipe olympique canadienne

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler • Dodge • Jeep^{MD}

* Taux de financement de 0% à l'achat jusqu'à 48 mois sur toutes les Chrysler Neon 2000. Taux de financement de 0,8% à l'achat sur toutes les Chrysler Neon 2000 de 49 mois à 60 mois. Transport, préparation, immatriculation, assurances, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et taxes en sus. † Tarifs mensuels basés sur la description de la Chrysler Neon 2000 ensemble 21D + RDW + WJA. Le premier versement sera exigé à la livraison. Comptant initial ou échange équivalent. Aucun dépôt de sécurité requis. Immatriculation, assurances, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et taxes en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 100 000 km, au taux de 8¢ le km. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Aucun rachat requis. * Sous réserve de l'approbation de Services Financiers DaimlerChrysler. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques. Le concessionnaire peut avoir à échanger le véhicule. Jusqu'à épuisement des stocks. Offres valides sur les véhicules pour usage personnel seulement. Offres d'une durée limitée chez les concessionnaires participants. Voir le concessionnaire pour tous les détails. La photo est à titre indicatif seulement. Jeep, est une marque déposée de DaimlerChrysler utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada. ® Marque officielle de l'Association olympique canadienne. DaimlerChrysler Canada Inc. est une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Dodge • Jeep, du Québec

Vincent Pelat pourrait être expulsé du pays

La police le soupçonne d'être un membre « prospect » des Hells Angels de Paris

ANDRÉ CÉDILLOT

Un motard recrue des Hells Angels de Paris, Vincent Pelat, actuellement détenu à l'Établissement Rivière-des-Prairies, est susceptible d'être expulsé du Canada parce qu'il fait partie d'une organisation criminelle reconnue.

Pelat, 25 ans, a été arrêté lors des funérailles de Normand Biff Hamel le 21 avril dernier. Il était à bord d'une voiture conduite par la conjointe d'un membre influent des Nomads, Richard Vallée, recherché depuis son évasion de l'hôpital Saint-Luc, il y a trois ans.

En vérifiant l'identité de Pelat, les policiers ont dénoté certaines anomalies sur son passeport. Après une enquête plus poussée, ils ont découvert qu'il faisait partie des Hells Angels parisiens à titre de « prospect ».

À l'instar d'autres membres des Hells Angels venus d'Europe et d'Amérique, Pelat, qui n'a pas de casier judiciaire, avait été délégué par le club de motards français pour rendre un dernier hommage à Normand Hamel. Bras droit du chef guerrier des Nomads,

Maurice Mom Boucher, Hamel a été tué par balles en face d'une clinique de Laval le 17 avril.

Chahut en prison

Incarcé au Centre de prévention de Rivière-des-Prairies, Pelat était du groupe de détenus reliés aux Hells Angels qui ont tenté de s'en prendre à des membres et sympathisants des Rock Machine gardés dans une autre aile de la prison. L'incident, qui a causé des dommages importants, s'est produit le dimanche de Pâques, deux jours après l'incinération de Hamel.

À l'issue d'une séance préliminaire tenue derrière les murs de la prison, vendredi, un arbitre du ministère de l'Immigration a refusé de remettre Pelat en liberté en attendant

de décider s'il doit être renvoyé du Canada. La cause doit être entendue sur le fond, le 23 mai prochain. Selon une porte-parole de l'Immigration, Pelat fait l'objet d'un ordre d'expulsion uniquement parce que la police le soupçonne d'être lié à une organisation criminelle en France. Ce qui, en vertu des dispositions de la loi canadienne, le rend persona non grata ici même au pays.

L'audience a surtout porté sur la structure des Hells Angels et leurs ramifications dans le monde, ainsi que la guerre sanglante qui sévit depuis six ans à Montréal entre ce gang et les Rock Machine. On a aussi fait état des liens entre les Rock Machine et les Bandidos, considérés comme les principaux rivaux des Hells Angels sur la scène internationale. C'est qu'en 1997, Pelat avait été atteint d'un coup de feu en pleine poitrine par des membres des Bandidos. Ceux-ci s'étaient attaqués à lui dans un restaurant parce qu'il portait un chandail de supporter des Hells Angels. Depuis ces événements, il a été promu « prospect » au sein du club.



Vincent Pelat, 25 ans, est un « prospect » des Hells Angels de Paris.

Les motards prennent de plus en plus de place en France

ANDRÉ CÉDILLOT

En France, les Hells Angels comptent actuellement une trentaine de membres répartis dans trois villes : Paris, Orléans et Gagny. Le tout premier chapitre a vu le jour dans la Ville lumière en 1981. Les deux autres ont été créés en 1997 et 1999. Le dernier-né, Gagny, en banlieue de Paris, est décrit comme le mieux organisé et le plus riche. Jusqu'à tout récemment, les « Anges de l'Enfer » courtaisaient aussi un gang de Clermont-Ferrand, dans le centre de la France. Dans le passé, ils ont aussi fait affaire avec des motards de Toulouse et Grenoble, mais ceux-ci ont été mis hors de combat par la police française.

Quant aux Bandidos, ils ont également une trentaine de porte-couleurs dans cette contrée d'outre-Atlantique. Ceux-ci sont actifs à Marseille, principal port de mer du sud de la France, et Annemasse, en Haute-Savoie, près de la frontière suisse. Ils ont également un club-école, les Sarmates, à Grasse, dans les Alpes Maritimes.

Les gangs de motards prennent une place de plus en plus grande dans le milieu interlope français. Ils trempent dans le trafic de drogue, la prostitution, les braquages, les cambriolages, les vols et le recel de véhi-

cules, surtout les motocyclettes Harley Davidson, chéries des Hells Angels à travers le monde. Au début des années 90, ce lucratif commerce de motos avait engendré une guerre entre les Bandidos de la région de Marseille et les Hells Angels de Paris et de Grenoble, ainsi qu'un club affilié, les Boucaniers. Le président des Bandidos avait été tué et deux de ses acolytes blessés.

Chaque année, les « Anges » français organisent un vaste rassemblement de motards en Auvergne, qui attire des porte-étendards des Hells Angels de partout en Europe. Les Bandidos font de même dans la région de Marseille avec leurs homologues européens et américains.

En 1993, au plus fort de la période de recrutement des Hells Angels sur le Vieux Continent, les motards français avaient été les hôtes, dans la ville de Tours, du World Run, qui regroupe des membres du club venu du monde entier. Les motards profitent généralement de cet événement annuel pour faire la fête, mais aussi pour parler « business ».

À cause de la langue, bien sûr, les Hells Angels français ont des contacts étroits avec leurs homologues québécois, réputés à l'intérieur même des rangs du club comme extrêmement ambitieux et agressifs.



En 1993, les Hells Angels ont tenu leur fameux «World Run» à Tours, en France.

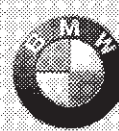
Pourquoi surfer dans le virtuel...



... quand la réalité vous réserve des sensations fortes bien véritables, grâce à la technologie de la Série 5. Chacune des innovations de la Série 5 vise à maximiser le plaisir de sa conduite. À commencer par la boîte de vitesses. Hautement interactive, la transmission Steptronic vous invite à prendre les commandes directement au plancher. Sinon, elle se chargera de tout, si vous êtes d'humeur plus... automatique. Le système de navigation intégré de BMW est tout aussi accommodant. Il suffit d'actionner un bouton sur le tableau de bord pour que le système vous guide vers une adresse précise, une station-service ou le restaurant de votre choix. Mais parions qu'avec toutes les caractéristiques de pointe et l'ingénierie hors pair de la Série 5 2000, vous en oublierez presque l'heure des repas.

BMW Série 5
528i
540i
528iT
540iT

www.bmw.ca
1 800 667-6679



Le plaisir de conduire.

Têtes d'affiche

■ Les professionnels en collecte de fonds sont conviés à un colloque sur la fidélisation des donateurs, organisé par la section québécoise du Conseil canadien pour l'avancement de l'éducation (CCAÉ) et devant se tenir vendredi, à l'Université Concordia. Solliciteurs et donateurs témoigneront de l'importance des marques d'attention personnelle et des contacts fréquents avec des donateurs. On traitera également de technologie, de segmentation, de clubs de donateurs. Coût: 175 \$. Renseignements: 987-3030.



Claude Desjardins

■ La Fondation de l'âge d'or du Québec, par l'entremise de son président Claude Desjardins, vient de remettre 38 000 \$ à la Fédération de l'âge d'or du Québec, représentée par son président, François Legault, et sa directrice, Nicole Moir. Ces fonds seront alloués au programme Roses d'or qui permet de faire des bottins régionaux de résidences privées pour personnes âgées, avec les commentaires de locataires. Renseignements: 252-3017.

■ La Fondation du cancer du sein de Montréal tiendra sa soirée-bénéfice (cocktail et tirage) annuelle au Jardin botanique, le jeudi 1^{er} juin, au jardin de Chine. C'est sous la présidence d'Huguette Lemieux-Duclos et Lynn Eltes que se tiendra cet événement. Les profits réalisés permettront de financer deux projets de recherche sur le cancer du sein aux universités McGill et de Montréal. Coût: 100 \$. Renseignements: 871-1717.



Joane Demers

■ Les soirées-bénéfices du Théâtre d'aujourd'hui, qui marqueront cette année le trentième anniversaire du théâtre spécialisé en créations québécoises, ont été placées sous la coprésidence d'honneur de Joane Demers, vice-présidente et chef de la direction financière du groupe TVA, et du dramaturge Jean-Claude Germain, également directeur artistique de ce théâtre. Des gens d'affaires et de professions libérales se font comédiens d'un jour pour présenter ce specta-

cle-bénéfice. Les représentations auront lieu les 16, 17 et 18 mai. Coût: 175 \$. Renseignements: 282-7516.



Dieter Jehle

■ Uniprix, représentée par son directeur de la publicité et du marketing Dieter Jehle, a remis un don de 15 000 \$ à la Fondation du collège Montmorency, de Laval, dans le cadre de sa grande campagne de souscription.

■ Le Bal du Grand Prix F-1 est de retour. Cet événement mondain est cette année sous la présidence d'honneur du maire de Montréal, Pierre Bourque. C'est une occasion exceptionnelle de rencontrer quelques vedettes de la course automobile. Commanditée par Air Canada, cette soirée qui se tiendra le mois prochain à la gare Windsor comprend un encan dont les profits iront à l'organisme Enfants retour. C'est pour le 16 juin (cocktail et activités extérieures). Coût: 600 \$.

Renseignements: 397-9737, poste 232, ou 877-472-2558.

■ La Société chorale de Saint-Lambert présente, samedi à 20h à l'église de Saint-Lambert (41, avenue Lorne, à Saint-Lambert), un concert au profit de la Fondation des maladies du cœur. Programme varié et jazzé. Coûts: 25 \$ (20 \$ pour les étudiants, 10 \$ pour moins de 12 ans, et 50 \$ pour VIP avec cocktail à 17h). Renseignements: (450) 928-1756.



Richard Rouillard

■ C'est sous la présidence d'honneur de Richard Rouillard, président et chef de la direction de Semopac, que se tiendra le super-bénéfice du CHLSD Les Havres, qui a charge d'une clientèle en perte d'autonomie. Le tout aura lieu le 19 mai, à 19h, à l'auberge Universel (5000, rue Sherbrooke Est). Au programme, outre le souper, une soirée casino, un encan silencieux et de la danse. Les fonds recueillis serviront à acheter de l'équipement thérapeutique et pour les soins palliatifs,

ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie des résidents du CHSLD. Renseignements: 270-9271.

■ Le Centre de recherche et de traitement de Montréal pour les habiletés et les troubles d'apprentissage organise un concert-bénéfice, le samedi 27 mai au Gesù, sous l'égide de l'Organisation internationale de psychophysiologie (affiliée aux Nations unies). Les fonds recueillis serviront à la recherche sur le cerveau, le diagnostic et le traitement de personnes souffrants de troubles d'apprentissage et de désordres du développement, ainsi que sur la maladie d'Alzheimer. Coûts: 65 \$, 45 \$ pour les étudiants. Renseignements: 284-9404.

■ L'Association des personnes handicapées de la vallée du Richelieu (Beloil) convie les amateurs à son tournoi de golf, sous la présidence d'honneur d'André Saint-Laurent, le 22 juin, au club de golf de Beloil. Coût: 110 \$. Renseignements: (450) 467-2663 ou (450) 464-7445.

Adressez vos communiqués à:
Têtes d'affiche
La Presse, 7, rue Saint-Jacques
Montréal (QC), H2Y 1K9

AVIS

ENTREPOSEZ VOS FOURRURES

La fourrure est un bien précieux. Vous voulez la garder en bonne condition: alors faites affaires avec une maison responsable où le service est au poil depuis 76 ans.

REID pour la vente, l'entreposage, le remodelage et le recyclage.

REID!!!

De la chaleur pour le corps, de la douceur pour le coeur!

REID FOURRURES
325, boul. René-Lévesque Est
987-REID (7343)

COMPTES IMPAYÉS?

Nous récupérons les sommes qui vous sont dues.
Aucun déboursé de votre part;
frais payables à même les sommes perçues.
Appelez-nous sans engagement ni frais.

GRÉGOIRE PERRON, avocats
84, rue Notre-Dame ouest, 5^e étage
Montréal (Québec) H2Y 1S6
téléphone: (514) 285-6441
sans frais: (888) 285-6441
télécopieur: (514) 285-8589

À Québec

hôtel du Nord

On a agrandi

Nouveau

Piscine intérieure
Toutes nos chambres sont climatisées
Salle de réunion

59\$

Petit-déjeuner inclus, à deux pas du Vieux-Québec.
Stationnement gratuit.

640, rue St-Vallier Ouest, Québec **1 877 474-4464**

Centre d'archives de Montréal

Samedi 13 mai

Journée «Portes ouvertes»

Découvrez un trésor d'architecture
Admirez «Les Géantes de la rue St-Jacques»
Visitez une exposition sur Montréal

de 11 h à 17 h

535, avenue Viger Est (Métro Berri-UQAM) Archives nationales du Québec Québec

Primes aux médecins: Québec à contre-courant

*Aux États-Unis, les incitatifs sont limités
aux surspécialités et aux hôpitaux ruraux*

MATHIEU PERREAULT

Fin avril, deux hommes d'affaires d'Acton Vale ont offert 30 000 \$ au médecin qui accepterait d'ouvrir une clinique dans leur centre commercial. Et de nombreuses régions régionales offrent des primes à l'embauche de 10 000 à 15 000 \$. Les pénuries de médecins au Québec mènent à des surenchères entre régions et même entre hôpitaux.

Les États-Unis ont moins de difficulté à recruter des médecins. Les salaires mirobolants sont souvent cités au Québec pour expliquer cette abondance médicale, et justifier les primes à l'embauche. Or, ce genre d'incitatifs est de moins en moins populaire aux États-Unis, selon un spécialiste bostonnais du recrutement médical, Roy Olesky.

« Je ne suis même pas sûr qu'un médecin sur dix en reçoive, dit M. Olesky, en entrevue depuis les bureaux d'Olesky Associates, en banlieue de Boston. Ça devient moins fréquent avec les années. On préfère faire grimper les médecins plus vite sur l'échelle salariale. »

L'Association américaine de recrutement médical confirme la tendance. « Une prime a pour but d'accélérer la signature du contrat, dit Rich Glehan, membre du CA de l'Association. Les médecins en sont venus à considérer de rigueur les primes à l'embauche. Ça annule l'effet de surprise et la pertinence d'une telle prime. » Selon M. Glehan, les primes ont toujours été limitées aux surspécialités et aux hôpitaux ruraux.

Cupidité

Les hôpitaux américains se mordent les doigts d'avoir encouragé le goût du lucre chez les médecins, croit M. Olesky, qui évalue entre 10 000 et 15 000 \$US la prime moyenne à l'embauche. « Les Canadiens sont appréciés parce qu'ils sont bien entraînés et gentils avec les patients. Ils ne cherchent pas seulement à gagner plus d'argent, comme beaucoup de médecins américains ; ils sont là pour aider leurs malades. »

Les résidents québécois ont montré beaucoup d'intérêt pour les États-Unis il y a cinq ans, quand il y avait moins de postes, selon Pierre Cantin, président de Médi-Source, une firme qui aide 80 hôpitaux et CLSC québécois à se trouver des médecins. Mais peu ont fait le saut, 10 % selon lui. L'immigration américaine est plus sévère, et les pénuries américaines se situent comme au Canada dans les milieux ruraux. « En Alabama, ils ont besoin de médecins, dit M. Cantin. Est-ce que tout le monde veut vivre là ? Boca Raton, Fort Lauderdale, Los Angeles et San Francisco n'ont des pénuries que dans des surspécialités. N'oubliez pas qu'il y a 685 000 médecins aux États-Unis. »

Par-dessus le marché, les hôpitaux américains croient à tort que les Québécois ne parlent que français. « Souvent, je me suis fait dire qu'on m'appellerait quand on aurait besoin de francophones », affirme M. Cantin,

qui s'est retiré du marché américain, trop instable.

Roy Olesky confirme qu'il recrute davantage en Ontario ; le Canada lui fournit 20 % de ses affaires — il a 600 hôpitaux comme clients. La firme de recrutement médical Susan Craig Associates, de Toronto, tire les trois quarts de ses revenus en envoyant des Canadiens au sud de la frontière. « Nous aidons une dizaine d'hôpitaux canadiens et une cinquantaine aux États-Unis, dit Craig Johnson, un associé de M^{me} Craig. Le nombre de médecins qui quittent le Canada est stable, mais nous remarquons qu'il y a une plus forte proportion de finissants. Ils veulent rembourser rapidement leurs dettes d'études avec des salaires plus élevés. »

En Ontario, les hôpitaux ont la permission d'offrir des primes de 15 000 \$ à 40 000 \$, les plus généreuses se retrouvant dans le Nord, selon M. Johnson. Un article du *Medical Post* estimait fin avril à 533 le nombre de postes à combler dans les campagnes ontariennes, et rapportait les derniers progrès de la chasse au médecin. La ville de Saugeen Shores a acheté deux maisons qu'elle offrira gratuitement aux médecins ; celle de Petrolia paiera les frais de scolarité de l'étudiant qui s'engagera à y travailler après sa résidence, et envisage de donner des terrains. Des voitures de fonction, des abonnements au golf ou à la marina et le déneigement sont aussi brandis pour appâter les médecins.

Craig Johnson n'a cependant jamais entendu de cas comme celui de Joliette, où la caisse populaire a acheté un instrument de 40 000 \$ pour attirer un chirurgien cardiaque, et a trouvé du travail au mari de la gardienne de ses enfants. « C'est assez incroyable », dit le chasseur de têtes torontois.

Dans tous les domaines en pénurie, les contrats prévoient de l'aide pour trouver une maison et du travail pour le conjoint, tempère Pierre Cantin de Médi-Source. « Ce qui n'est pas correct, c'est de faire des promesses. De toute façon, l'environnement professionnel est le critère le plus important. Et on fait de plus en plus de visites de la région, aux frais de l'hôpital. Rimouski n'a rien à envier à une ville comme Montréal pour élever des enfants, faire des activités culinaires et pour la culture. »

Plusieurs médecins se sentent mal à l'aise à la vue des tapis rouges déroulés devant eux, selon M. Cantin.

« J'ai trouvé ma maison par moi-même, j'étais capable de le faire », relate l'omnipraticienne Geneviève Falardeau, qui pratique depuis cette année à l'hôpital de Rouyn-Noranda. « Ils m'avaient donné une petite liste de maisons, mais c'était plus ou moins ce que je voulais. » Le conjoint du Dr Falardeau, un chimiste, a été engagé par Noranda. « Je pense qu'il a fait le processus normal, dit l'ex-étudiante de l'Université Laval. Le poste était ouvert depuis longtemps, je crois. L'hôpital n'a fait que nous passer l'information. »

L'événement de remodelage de bijoux

Profitez de l'événement de remodelage de bijoux chez Birks afin de donner à vos anciens bijoux précieux une allure éblouissante avec une nouvelle monture de notre collection.

Veuillez nous appeler pour prendre rendez-vous avec notre conseiller en conception de bijoux.

du 11 au 13 mai
1240, Square Phillips 397-2511
le 18 mai
Centre Rockland 341-5426
le 18 mai
Fairview Pointe Claire 697-5180

BIRKS

Bijoux fins et cadeaux. depuis 1879



BIRKS

1240 Square Phillips 397-2511 • Fairview Pointe-Claire • Centre Rockland
1 800 682 2622 www.birks.com

286606



Savez-vous à quelle vitesse vous roulez ma p'tite dame ?

Accélérer les affaires de votre PME sur Internet. Pathway s'en occupe.

Pathway s'occupe de tous les besoins informatiques de votre PME.

Avec l'accès Internet haute vitesse de Pathway, vos affaires sur Internet vont pouvoir s'accélérer. Ultra-rapide et ultra-abordable, la technologie ADSL permet un accès Internet 50 fois plus rapide que celui d'un modem ordinaire. Que vous ayez besoin d'un accès Internet haute vitesse, d'installer un réseau ou de vous lancer dans le commerce électronique, fiez-vous à Pathway. Notre service informatique ayant obtenu la certification de qualité mondiale ISO 9002 s'est déjà attiré la confiance de plus de 30 000 clients.

Pour répondre à tous les besoins informatiques de votre PME en un seul appel, contactez-nous au (514) 907-6363. Nous sommes là 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.



Pathway. Votre allié en informatique.



PHOTO ROBERT NADON, La Presse ©

La directrice du Dispensaire diététique de Montréal, Marie-Paule Duquette, l'auteur d'un livre sur l'histoire du Dispensaire, Renée Rowan, et la diététicienne Véronique Binek étaient réunies hier à l'occasion du 125^e anniversaire de l'organisme.

Bien se nourrir pour s'attacher à bébé

MATHIEU PERREAULT

Pour fêter les 125 ans du Dispensaire diététique de Montréal, une quinzaine de mères et d'enfants se sont donné rendez-vous hier à la clinique de la rue Lincoln, au nord-est du Forum. L'histoire de leurs grossesses offrait un instantané de l'évolution de la pauvreté montréalaise.

En 1964, après dix enfants, Eveline Beaudouin a décidé qu'elle en avait assez d'être toujours malade durant ses grossesses. « Je suis allée à l'hôpital Victoria et ils m'ont référé au Dispensaire de diététique. Là, on m'a convaincue que je devais manger pour le bien du bébé que je portais. J'étais habituée à me priver pour que mes autres enfants mangent. »

Aujourd'hui, les familles nombreuses sont moins fréquentes. La transmission entre générations des connaissances pose davantage de problèmes. Les patientes d'aujourd'hui ne savent souvent pas cuisiner, relève la diététicienne Véronique Binek. « Leurs mères ne cuisinaient pas, alors elles se contentent souvent de repas préparés. Il faut leur donner des choses un peu plus nutritives. Des nouilles déshydratées, c'est bon, mais pas trois fois par jour. »

Signe encourageant, les minorités ethniques, qui forment les deux tiers de la clientèle du Dispensaire, connaissent mieux les légumineuses que les Canadiennes françaises.

L'an dernier, c'est une végétalienne que la diététiste Monique Bouchard a rencontré. « Elle voulait bien manger en respectant ses croyances, et elle n'avait pas beaucoup d'argent, explique M^{me} Bouchard. Je l'ai convaincue de boire du lait. Maintenant, son fils est un beau bébé de sept mois. »

À l'opposé de la patiente végétalienne de M^{me} Bouchard, M^{me} Beaudouin a dû réapprendre l'importance de ses repas. « Je mangeais les provisions que le Dispensaire me

donnait, et je buvais le lait pour lequel on me donnait des coupons, dit la dame de 65 ans. Mais je me cachais, je trouvais ça trop dur de manger devant mes enfants. » Même après 35 ans, M^{me} Bouchard est enchantée des changements qu'a suggérés le Dispensaire. « J'ai eu avec France une relation différente de celle que j'ai eue avec mes autres bébés. Ça a continué avec mon dernier bébé. »

Le Dispensaire met l'accent sur la relation mère-enfant, confirme M^{me} Binek. « La seule chose que ces mamans peuvent changer durant la grossesse, c'est leur alimentation. Elles se sentent moins impuissantes et ont un meilleur attachement à leur bébé. Aussi, si le bébé pèse davantage à la naissance, il réagira davantage; une mère est plus reconfortée quand son bébé réagit et qu'il cherche de l'attention, que quand il est tellement faible qu'elle le laisse caché dans sa bassinette. C'est plus valorisant. »

Depuis les années soixante, le Dispensaire s'est lancé dans la recherche. Ses diététiciens ont déjà montré que le suivi des mères selon la méthode arrêtée par Agnès Higgins, directrice du Dispensaire de 1959 à 1981, réduit de moitié à 5 % le taux de bébés de petit poids. Les résultats sont aussi encourageants avec les adolescentes, qui forment 10 % de la clientèle. Ces temps-ci, un outil de dépistage est mis au point, qui permettra de savoir quelle femme a besoin du suivi d'une diététicienne durant sa grossesse, en fonction de critères comme l'âge, la cigarette, le stress et la maigreur.

Le Dispensaire, qui compte 10 diététistes et une travailleuse sociale, a un budget de près d'un million pour 2100 mamans suivies chaque année. Le suivi moyen dure 20 semaines et la liste d'attente est de 100 à 125 noms, selon la directrice Marie-Paule Duquette. Une histoire du Dispensaire, écrite par l'ancienne journaliste du *Devoir* Renée Rowan, a été lancée hier.

L'asthme affecte la vie sexuelle

Agence France-Presse
WASHINGTON

L'asthme affecte la vie sexuelle des personnes qui en sont atteintes, indique une étude publiée hier par le Centre pulmonaire de Harlem à l'Université Columbia de New York.

Un sondage réalisé auprès de 353 adultes asthmatiques sur leur vie sexuelle au cours des deux semaines précédentes a montré que 19 % n'avaient eu aucun rapport, 47 % avaient enregistré des problèmes pendant l'acte, et seulement 34 % n'avaient noté aucune limitation du fait de leur maladie.

Les problèmes ont été le plus souvent mentionnés par les personnes les plus âgées et par celles aux revenus les plus bas, a noté le principal auteur de l'étude, le Pr Ilan

Meyer. Les chercheurs indiquent ne pas savoir pourquoi l'asthme a un effet sur la vie sexuelle. « L'activité physique requise pour pratiquer l'acte sexuel pourrait déclencher les symptômes de l'asthme », estime le Pr Meyer.

Une respiration difficile, qui affecte chroniquement les asthmatiques, est également une des causes possibles, selon lui. D'autres théories, comme l'effet des changements hormonaux qui se produisent pendant l'acte sexuel, n'ont pas été étudiées, a-t-il ajouté.

Le Dr Meyer estime que le lien entre asthme et vie sexuelle doit être étudié car, « avec une augmentation des cas d'asthme, l'attention portée aux problèmes concernant la qualité de la vie (de ces malades), comme l'activité sexuelle, mérite plus d'attention ».

VENTE DE RÉNOVATION

OPTION 0\$ COMPTANT

TOUTES TAXES COMPRISSES DISPONIBLES!

16/48 mois

Financement 7.2% disponible

(514) 327-7777

	Civic hatchback SE • Mags • Défecteur • Lecteur C.D. Etc.	218 \$*
	Civic berline SE • Climatiseur • Portes électriques • Etc.	228 \$*
	Accord 4 portes SE • Groupe électrique • Mags • Lecteur C.D. etc.	228 \$*

Location 48 mois, boîte 5 vitesses, comptant hatchback 2 995 \$, berline 2 213 \$, 24 000 km par année, 10 c du km additionnel.

Gabriel

Service de limousine GRATUIT
 PRIX CORPORATIF
 DISPONIBLE

327-7777

7000, Henri-Bourassa Est Montréal-Nord
 Visitez notre site : www.gabriel.ca



La loi de l'impôt mise au diapason des fraudeurs informatiques

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Le fisc avait le bras long, mais n'était pas fort en informatique.

Pour rattraper les fraudeurs informatiques, le gouvernement Bouchard va amender la loi de l'impôt, une mise à jour pour tenir compte de l'avancement de la technologie.

Les trous dans la loi actuelle sont apparus vite quand il s'est agi de poursuivre les restaurants qui utilisaient un programme informatique pour modifier des factures. Le fisc avait fait une retentissante série de perquisitions le printemps dernier dans les restaurants qui utilisaient un programme informatique — le Zapper — pour éviter de payer les taxes sur les additions.

« On est toujours en retard d'un pas sur les fraudeurs en matière de technologie », d'expliquer Paul Bégin, le ministre du Revenu, interrogé par *La Presse* sur les intentions de son ministère. M. Bégin est convaincu que d'autres logiciels sont actuellement utilisés dans les commerces pour éviter de payer les taxes, bien qu'il ne

puisse chiffrer l'ampleur de cette fraude électronique. Le marché noir dans la restauration, sous toutes ses formes toutefois, représente 500 millions par année, estime Revenu Québec.

Le projet de loi de M. Bégin figure parmi une demi-douzaine qui devraient être déposés aujourd'hui à l'Assemblée nationale.

Le report de la refonte de la carte policière déplaît aux directeurs

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La décision du ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, de reporter l'adoption de la refonte de la carte policière à 2001 ne plaît pas du tout aux directeurs de police qui se réunissent à compter d'aujourd'hui, à Laval, pour leurs assises.

Depuis 1994, la carte policière est toujours à l'ordre du jour de leur rencontre annuelle, en plus des réunions spéciales sur le sujet. Les ministres de la Sécurité publique (Serge Ménard, Robert Perreault, Pierre Bélanger et à nouveau Serge Ménard), les uns après les autres, ont toujours affirmé qu'il s'agissait pour eux d'une priorité. Dans les prochains jours, les délégués au colloque de l'Association des directeurs de police du Québec (ADPQ) parleront encore de cette fameuse carte et présenteront une nouvelle proposition au ministre.

On parle de la refonte de la carte

policière depuis 30 ans. En 1970, la commission Prévost en venait à la conclusion qu'il fallait abolir les petits corps de police et créer des services régionaux; en 1971, le ministre de la Justice, Jérôme Choquette écrivait dans un rapport qu'il fallait penser rapidement à la régionalisation; en 1978, Lucien Saulnier soulignait la nécessité de rationaliser l'organisation policière en créant 34 districts et en confiant la protection du reste du territoire à la Sûreté du Québec; et en 1987, le ministre Gérard Latulippe mettait de l'avant une proposition de réorganisation policière.

Pour le président de l'ADPQ, Daniel Langlais, le report d'année en année crée de l'incertitude et de l'inquiétude chez les chefs de police. L'ADPQ a déjà dit qu'il existait trop de corps de police au Québec. « Nous ne pouvons rien y faire, reprend M. Langlais. Nous sommes attachés au rapport Harel

et c'est le gouvernement qui va avoir le dernier mot. De notre côté, nous sommes prêts à aller de l'avant. »

Du côté du ministre de la Sécurité publique, un porte-parole a indiqué à *La Presse* qu'il était absolument nécessaire d'attendre la conclusion des consultations sur le projet de livre blanc de M^{me} Harel. « Il peut y avoir beaucoup de fusions de municipalités. Il faut donc attendre pour mettre de l'avant la refonte de la carte car nous ne pouvons pas procéder à des regroupements de corps de police avant de savoir si leurs municipalités seront, ou non, fusionnées », a-t-il précisé. Il pense que les discussions vont se poursuivre tard cet automne, ce qui signifie qu'il est presque impossible de penser à la mise en marche de la refonte de la carte policière avant le début de la prochaine année.



Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



ZIMBABWE

Clinton intervient

■ Le président Bill Clinton a déclaré hier qu'il espérait que le Zimbabwe réglerait sur des « bases légales » la question de la redistribution des terres. « J'espère que nous pourrions faire quelque chose qui l'encouragera à retrouver une voie progressiste et stable. Nous y oeuvrons », a ajouté M. Clinton. Un peu plus tôt, le porte-parole de la Maison-Blanche Joe Lockhart avait dénoncé la poursuite des violences et les menaces exercées contre les fermiers blancs du Zimbabwe pour les chasser de leur terres. Un troisième fermier blanc, Alan Dunn, est décédé dimanche après avoir été battu à coups de barres de fer par des assaillants.

d'après AFP

COLOMBIE

Référendum populaire

■ Le gouvernement colombien a décidé de se passer de l'accord du Congrès pour organiser un référendum destiné à mettre fin à la corruption politique, optant pour la procédure d'initiative populaire » pour convoquer la consultation, a annoncé hier le ministre de l'Intérieur Nestor Martínez, qui a annoncé dans le même temps sa démission. Il a été remplacé par l'ancien vice-président et ancien ambassadeur au Royaume-Uni Humberto de la Calle. Le gouvernement soutient jouir d'un ample soutien pour désamorcer la bombe de la corruption dans les milieux politiques.

d'après AFP

GRANDE-BRETAGNE

Dépôt d'armes de l'IRA

■ Le Finlandais Martti Ahtisaari et le Sud-Africain Cyril Ramaphosa, chargés d'inspecter certains dépôts d'armes de l'IRA, effectueront leur première visite à Belfast lundi prochain, a annoncé hier le ministre à l'Irlande du Nord Peter Mandelson. L'ancien président finlandais et l'ancien secrétaire général du Congrès national sud-africain (ANC) devraient consacrer leur première visite à Belfast à une prise de contact avec les différentes parties impliquées dans la relance du processus de paix en Irlande du Nord. L'IRA a promis de collaborer.

d'après AFP

THAÏLANDE

Anti-mondialisation

■ Plusieurs milliers de militants anti-mondialisation ont formé hier une chaîne humaine autour de l'hôtel qui accueille la réunion annuelle de la Banque asiatique de Développement (BAD) à Chiang Mai, dans le nord de la Thaïlande. Les manifestants se sont mobilisés pour la troisième journée consécutive tandis que les banquiers de la région entamaient les derniers travaux de la 33^e réunion de la BAD. Les protestataires réclament des dédommagements pour les paysans qui sont victimes, selon eux, des projets de développement financés par la BAD et une réorientation des politiques de l'institution régionale.

d'après AFP

BURUNDI

Force étrangère

■ Cinq partis politiques burundais qui participent aux négociations de paix d'Arusha (Tanzanie) ont accepté le principe d'une force militaire étrangère au Burundi en cas d'accord de paix entre le gouvernement et la rébellion, a indiqué Domitien Ndayizeye, coordonnateur de l'Association nationale pour le changement (ANAC). Le gouvernement burundais a rejeté catégoriquement l'idée d'une présence militaire étrangère. La guerre civile oppose, depuis 1993, le gouvernement et l'armée dominés par la minorité tutsie à divers mouvements de rebelles hutus.

d'après AFP

Autres informations
pages A 17, 18, 21, 22

Les Britanniques arrivent en Sierra Leone pour évacuer les étrangers

Les rebelles tirent sur des manifestants, mais épargnent une journaliste canadienne

d'après AP et AFP
FREETOWN

Les premières troupes britanniques sont arrivées hier à Freetown pour préparer une éventuelle évacuation du Sierra Leone des ressortissants britanniques, européens et du Commonwealth.

Des dizaines de personnes, passées à la main, se pressaient en fin d'après-midi au quartier général de la mission de l'ONU à Freetown dans l'espoir d'une évacuation.

Des gardes filtraient les accès à l'hôtel où est installé le QG de la MINUSIL, ne laissant passer que les porteurs de passeports britanniques.

Toute l'après-midi et encore en soirée, un ballet d'hélicoptères civils, de l'ONU et de l'armée britannique, a défilé sur les trois hélicoptères installés près du QG de la MINUSIL.

Les uns procédaient à des évacuations vers l'aéroport de Lungi,

séparé de la capitale par un bras de mer, tandis que d'autres déposaient les premiers parachutistes de la force d'intervention rapide britannique.

Parallèlement, des soldats rebelles ont ouvert le feu hier sur une foule de manifestants en colère qui se dirigeaient vers le domicile de leur chef, Foday Sankoh, à Freetown. Au moins quatre personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées.

Face à l'aggravation de la situation en Sierra Leone, l'ONU a annoncé l'évacuation de Freetown de son personnel civil non indispensa-

ble, soit 266 personnes au total.

Environ 5000 personnes manifestaient hier dans la capitale de Sierra Leone pour réclamer la paix et dénoncer l'action du Front révolutionnaire uni (RUF), le mouvement rebelle de M. Sankoh.

Les manifestants ont alors changé de direction pour se rendre devant le domicile de ce dernier, contre lequel ils ont jeté des pierres.

Les soldats des Nations unies qui gardaient la maison de deux étages apparaissant complètement débordés, les combattants rebelles également présents ont ouvert le feu, tirant avec leurs armes automatiques à travers les rangs des Casques bleus.

Corinna Schuler, une journaliste canadienne, reporter pour le *National Post* et le quotidien américain *Christian Science Monitor*, a échappé de justesse à la mort. Deux hommes, avec qui elle s'était mise à l'abri, ont été exécutés de sang

froid par des rebelles qui l'ont cependant épargnée. Mme Schuler avait trouvé refuge dans une remise après que des rebelles soient intervenus contre des soldats de l'ONU afin de libérer leur chef Foday Sankoh.

Des camions transportant des soldats de l'armée de Sierra Leone ont été vus se dirigeant vers le domicile de M. Sankoh après la fusillade.

La Grande-Bretagne avait décidé dimanche d'envoyer en Afrique occidentale des hélicoptères, une frégate, un porte-avions, plusieurs navires et un bataillon d'intervention rapide de parachutistes afin d'assurer la sécurité des ressortissants britanniques en Sierra Leone.

À New York, le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan s'est dit « extrêmement inquiet » de la « détérioration rapide de la situation en Sierra Leone ».



PHOTO AFP

Requiem pour une victime de l'ETA

Assassiné dimanche au Pays basque dans un attentat attribué par la police à l'organisation séparatiste ETA, le journaliste José Luis Lopez de Lacalle, du quotidien madrilène *El Mundo*, a été inhumé hier après un service funèbre à Ondoaïn, localité basque où il résidait. Cet assassinat a creusé encore plus le fossé entre nationalistes et non nationalistes basques, les uns et les autres manifestant séparément dans les grandes villes du Pays basque pour protester contre la mort de cet intellectuel de gauche qui avait passé cinq ans dans les prisons franquistes. La société espagnole a manifesté simultanément dans 11 grandes villes.

L'OMC, un outil pour la Confédération internationale des syndicats libres

GILLES PAQUIN

Après avoir dénoncé les lacunes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lors de la troisième Conférence de Seattle, les centrales syndicales entendent néanmoins utiliser cette organisation pour protéger les droits fondamentaux des travailleurs.

« Nous constatons que les États perdent des pouvoirs en raison de la mondialisation des investissements et du commerce et nous croyons qu'il faut une organisation internationale pour veiller au respect des droits des travailleurs », dit le président de la FTQ Henri Massé lors d'un entretien avec *La Presse*.

Logiquement ce rôle devrait être dévolu à l'Organisation internationale du travail (OIT), mais celle-ci n'a pas les moyens d'imposer des sanctions aux pays qui enfreignent les droits fondamentaux, estime M. Massé.

Plutôt que de perdre vingt ans à réformer l'OIT, M. Massé juge plus pratique de confier cette tâche à l'OMC, qui possède déjà le pouvoir d'imposer des sanctions, si la « clause sociale » est incluse dans les accords commerciaux.

C'est d'ailleurs la position adoptée par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) lors de son congrès d'avril dernier, à Durban en Afrique du Sud, souligne M. Massé. Un congrès qui a permis de réconcilier les pays pauvres et les pays riches à ce sujet, dit-il.

Antérieurement, les pays en voie de développement s'opposaient à l'ajout de la clause sociale aux accords commerciaux de crainte que la défense des droits ne devienne une autre forme de protectionnisme.

Après un long débat, les délégués des pays pauvres ont reconnu que les droits fondamentaux tels que la liberté d'association et de négociation, ou l'abolition du travail forcé et de la

discrimination, étaient aussi importants pour les pays du sud que ceux du nord.

« Il y a encore 60 millions de personnes dans le monde qui vivent dans de véritables conditions d'esclavage en étant soumis au travail forcé, dit M. Massé. Dans certains pays, il n'y a encore aucune norme minimale sur l'égalité des sexes, sur la santé ou sur les salaires », ajoute-t-il.

À l'intérieur même des pays il y a des écarts considérables entre le salaire minimum des travailleurs et celui que touchent leurs compatriotes des zones hors-taxation. Ainsi, au Mexique, le salaire minimum est de 1,60 \$ l'heure, mais dans les « maquiladoras » les ouvriers gagnent la moitié moins.

Mais avant que la résolution adoptée au congrès de la CISL ne se retrouve dans les accords commerciaux de l'OMC il y a encore beaucoup d'eau qui coulera sous les ponts. Les syndicats devront se doter d'une structure internationale capable de faire face aux multinationales, juge M. Massé.

Institution cinquantenaire issue du temps de la guerre froide, la CISL avait davantage l'habitude de combattre le communisme de manière « assez primaire » que de lutter contre les multinationales, reconnaît M. Massé. Elle se contentait souvent de faire des représentations auprès des grandes organisations internationales telles que les Nations unies.

Avec l'arrivée de nouvelles centrales syndicales venant d'Asie, d'Amérique latine et même du Québec, avec la FTQ et la CSN, la CISL change, elle devient plus revendicatrice. Ses 200 quelque organisations syndicales, regroupant 175 millions de membres, ne laisseront plus les négociations de l'OMC se dérouler en catimini, dit M. Massé.

Il faut que l'OMC change à son tour et devienne plus transparente, de conclure M. Massé.

Haiti expulse une Canadienne qui examinait le processus électoral

JOONEED KHAN

Le gouvernement d'Haïti a annoncé hier avoir ordonné l'expulsion de la directrice de la Fondation internationale des systèmes électoraux (IFES) dans le pays, Micheline Bégin, une Canadienne.

Le premier ministre Jacques Edouard Alexis avait indiqué samedi que son gouvernement ne collaborerait plus avec la représentante de l'IFES.

Il a annoncé hier à la télévision que Micheline Bégin avait été déclarée « indésirable » après la publication d'un rapport à Washington, où est basée l'IFES, accusant des experts du Conseil électoral provisoire (CEP) de collusion avec le parti de l'ancien président Jean Bertrand Aristide (1991-1996), Fanmi Lavalas, et avec l'actuel président René Prével.

Il a précisé que Mme Bégin avait précédé l'ordre d'expulsion et avait déjà quitté Haïti.

Les activités de l'IFES, qui s'occupe d'organisations d'élections sur tous les continents, sont financées par l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Torie Keller, responsable des relations publiques de l'IFES à Washington, a confirmé à *La Presse* l'expulsion de Mme Bégin, mais elle a refusé de parler du rapport en question, affirmant que le document « n'a pas été rendu public ».

Elle a lu un bref texte indiquant que « l'IFES regrette que Mme Bégin, qui a consacré six années à consolider la démocratie en Haïti, ne dirigera plus son projet dans ce pays ».

Mme Keller a indiqué que Micheline Bégin a quitté Port-au-Prince jeudi et qu'elle se trouve à Washington, mais qu'elle ne donnait pas d'interviews.

Selon des rapports de presse, IFES a déjà nommé une remplaçante à Mme Bégin. Il s'agit de Denise Dauphinais, une Américaine. Mme Keller a refusé de commenter l'information.

Une délégation québécoise de Concertation pour Haïti a rencontré Mme Bégin, et son adjoint Théo Noël, lui aussi canadien, lors d'une mission en mars, a indiqué Suzanne Loisel, d'Entraide missionnaire à Montréal.

« Il semble qu'il y ait eu un différend entre IFES-Haïti et IFES-Washington depuis février », a dit Mme Loisel. « IFES-Washington avait publié un rapport recommandant de repousser le calendrier électoral pour compléter l'inscription des électeurs et IFES-Haïti s'en était dissocié », a-t-elle dit.

Selon le nouveau rapport incriminé, Prével et Aristide auraient cherché « par tous les moyens à repousser la date des élections en s'appuyant sur les arguments des techniciens du CEP », lors d'une réunion tenue au Palais présidentiel en présence de Mme Bégin.

Celle-ci a indiqué que la réunion avait été planifiée par le gouvernement avec des techniciens du CEP proches du parti Fanmi Lavalas, écrit l'Agence haïtienne de presse (AHP), ajoutant : « Le premier ministre Alexis a qualifié ce propos de diffamatoire ».

Alexis a affirmé que Mme Bégin avait rédigé deux rapports sur la réunion, l'accusant d'avoir « agi intentionnellement ». Selon AHP, Mme Bégin indique dans l'autre rapport que de graves problèmes techniques entachent le processus et que « des catastrophes » sont à craindre si ces irrégularités ne sont pas corrigées.

Concertation pour Haïti note dans son rapport de mission qu'« il y a assez d'éléments positifs pour que les élections aient lieu ». Mais il note aussi que des registres d'électeurs ont disparu. Pour le CEP, le nombre de registres perdus demeure infime; Fanmi Lavalas parle, lui, de « sous-estimation volontaire d'électeurs potentiels ».

Il y a aussi l'insécurité croissante en Haïti. L'un des doyens du corps médical, le Dr Ary Bordes, 74 ans, a été tué samedi par des hommes armés dans le centre de Port-au-Prince. Mercredi, le père Belot Lagneau était abattu par des inconnus à Delmas.

Des élections législatives, municipales et locales doivent se dérouler le 21 mai (premier tour) et le 25 juin (second tour). La tenue de ce scrutin doit permettre le déblocage de 500 millions \$ d'aide internationale gelée.

Monde

Nouveau négociateur dans la crise des otages aux Philippines

d'après AFP
JOLO, Philippines

Un nouveau négociateur a été désigné hier par le président Joseph Estrada dans l'espoir d'obtenir, après plus de deux semaines d'enlèvement, la libération des 21 otages détenus par des rebelles musulmans dans l'île de Jolo, au sud des Philippines.

Le chef de l'État a nommé un imam, Ghazali Ibrahim, pour remplacer Nur Misuari, gouverneur de la région autonome de Mindanao, dont dépend l'île de Jolo, a annoncé ce dernier.

Cette décision intervient alors que les négociateurs dépêchés sur place par Misuari semblaient empêtrés dans des querelles avec l'armée, empêchant l'ouverture d'une véritable négociation.

Ces négociateurs ont affirmé hier qu'ils tentaient d'obtenir l'évacuation médicale de l'otage français Stéphane Loisy et de l'Allemande Renate Wallert. Mais ils ont précisé

que rien ne pourrait être entrepris sans la garantie préalable des forces armées, qu'ils accusent de compromettre leur mission par des opérations contre les rebelles du groupe Abu Sayyaf.

Dimanche, des accrochages sérieux avaient eu lieu, pour la 3e fois depuis le début de cette crise le 23 avril dernier.

Selon Abdusukur Tan, gouverneur de la province de Sulu, le président philippin a clairement opté pour une voie pacifique et non militaire en vue d'obtenir la libération des otages.

De fait le président Estrada a lancé hier une mise en garde aux ravisseurs sur la sauvegarde de leurs otages et il a demandé à ce que la Croix-Rouge intervienne pour ravitailler les prisonniers.

Le versement d'une rançon pourrait être envisagé. Les ravisseurs avaient réclamé 825 000 \$ US, a affirmé le chef de la police de Jolo, le colonel Candido Casimiro.



LE FESTIVAL DE LA SANTÉ

10^e édition

DIMANCHE 21 MAI 2000 (Montréal)

PATIN À ROUES ALIGNÉES (10 km et 25 km)

VÉLO (40 km approx.) MARCHÉ (5 km ou 10 km) COURSE (10 km)

LES INSCRIT(E)S RECEVRONT :

- T-shirt du Festival
- diplôme personnalisé
- médaille à l'arrivée
- léger goûter à l'arrivée

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT !



Jamais sans mon lait



Distributeur officiel des formulaires d'inscription



LA RÉVISION D'IMPÔT



LA TIGRE



107.3 FM



CKAC 730



La Presse



LOCATION AUTO CANADA



Division des ventes directes

FORMULAIRE D'INSCRIPTION (S.V.P. en lettres moulées)
(un formulaire par personne)

Nom _____ Prénom _____ Sexe _____

Adresse _____

Ville _____ Prov. _____ Code postal _____

Téléphone (____) _____ Date de naissance _____ Jour _____ Mois _____ Année _____

Cochez la case appropriée

Je veux recevoir le T-shirt et les effets du participant par la poste, j'ajoute donc 4,50 \$ à mon tarif d'inscription pour les frais de poste et de manutention. **Ces frais de 4,50 \$ sont pour une seule inscription.**

J'ai cherché le T-shirt et les effets du participant au Salon de la bonne forme du Festival de la Santé qui se tiendra à la station de métro McGill du 18 au 20 mai 2000.

N.B. Tous les inscrits recevront une confirmation de leur inscription par la poste. Participation gratuite pour tout enfant dans poussette, siège ou chariot.

DATE LIMITE PAR LA POSTE : 9 MAI 2000

PAYABLE À L'ORDRE DE : FESTIVAL DE LA SANTÉ
POUR INFORMATION : Tél. : (514) 879-1027

Remplir un formulaire par inscription et retourner le tout dans une même enveloppe, photocopie acceptée.

Veillez cocher une seule case

INSCRIPTION (Taxes incluses)	Adulte	15 ans et + 65 ans et +	Tarif familial 2 adultes / 2 enfants
Avant le 9 mai	22 \$	15 \$	68 \$
Salon de la bonne forme 18-19-20 mai Station de métro McGill	26 \$	17 \$	78 \$
Randonnée Vélo (40 km)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10 km patin à roues alignées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
25 km patin à roues alignées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10 km course	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10 km marche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5 km marche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Adresse postale : FESTIVAL DE LA SANTÉ INC.
Pavillon du Canada, Ile Notre-Dame
Montréal (Québec) H3C 1A9

BÉNÉVOLES DEMANDÉ(E)S (chaque bénévole recevra un T-shirt) **INFO: (514) 879-1027**
www.festivaldelasante.com



PLUS DE GUEULE PLUS DE LUXE PLUS DE FOUGUE



SOURIEZ ! VOUS EN AVEZ TOUJOURS PLUS
AVEC LA **MAXIMA**

2000

389\$ PAR MOIS*
LOCATION 48 MOIS

OU FINANCEMENT À PARTIR DE 2,8%**

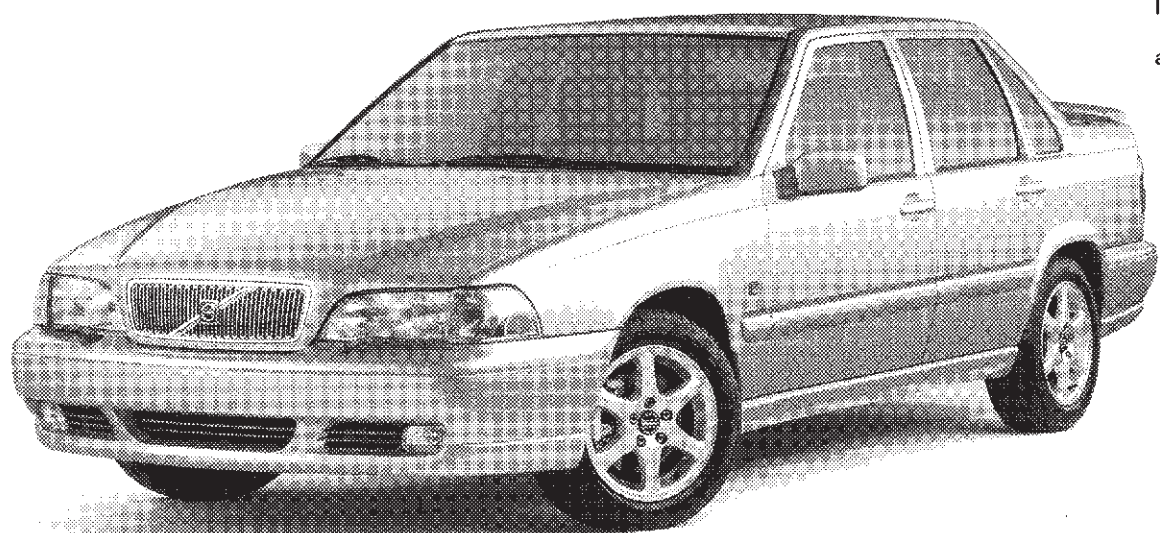
- MEILLEURE BERLINE SPORTIVE SELON L'AJAC*
- MOTEUR V6 DE 222 CHEVAUX
- CLIMATISEUR AVEC RÉGULATEUR AUTOMATIQUE DE L'AIR AMBIANT
- RADIO AM/FM/CD 6 HAUT-PARLEURS
- SYSTÈME ANTIVOL ET ANTIDÉMARRAGE
- SYSTÈME DE FREINS ABS
- SIÈGES AVANT CHAUFFANTS
- JANTES EN ALLIAGE
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour la Maxima GXE (U4R670 CK00). Acompte ou échange équivalent de 4 595\$. Limite de 24 000 km par année avec 0,08\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCFI. **Taux de financement de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois, 4,8% pour 48 mois et 6,8% pour 60 mois. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. †Meilleure berline sportive selon l'Association des Journalistes Automobile du Canada. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.
www.souriez-avec-nissan.com 1 800 387-0122

LA VOLVO S70 SE A VRAIMENT TOUT POUR SEULEMENT 3,9 %. VOUS AVEZ BEAU AVEC UN TEL BAIL.



La S70 SE a vraiment tout.

Le luxe est standard sur la Volvo S70 SE. Luxueux sièges en cuir, CD encastré, antibrouillards avant et tellement plus. Oui, la Volvo S70 SE offre tellement plus pour tellement moins. Vous pouvez la louer ou la financer à 3,9 % jusqu'au 31 mai. Profitez-en pour passer chez votre détaillant Volvo autorisé de la région de Montréal.

3,9%
TAUX DE
BAIL/FINANCEMENT
OFFERT JUSQU'AU
31 MAI

VOLVO
pour la vie

VOYEZ-NOUS AU SUJET DU TAUX DE BAIL/FINANCEMENT SPÉCIAL SUR LES SPORTSWAGON V70 ET V70 XC AWD ET LES BERLINES S70 2000 AVEC GROUPES SPÉCIAUX D'ÉQUIPEMENT.

le groupe
VOLVO

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Jefferson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

Laval
LES AUTOMOBILES BOUL. ST-MARTIN
1430, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-8960

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, bd. A. Métropolitain Est
(514) 725-9354

Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9406, boul. Taschereau
(450) 659-6683

Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

Taux de bail/financement de 3,9 % offert uniquement sur les berlines Volvo S70, Sportswagon V70, V70 Cross Country à rouage intégral et S80 2.9 et T6 de modèles 2000. Cette offre temporaire est disponible jusqu'au 31 mai 2000 par l'entremise des détaillants Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation du crédit aux clients au détail admissibles seulement. Livraison requise avant le 7 juin 2000. Exemple de location à long terme d'une Volvo S70 SE 2000 édition spéciale : avec acompte ou échange équivalent de 4780 \$: 499 \$ par mois, basé sur 36 mensualités totalisant 17 994,96 \$. Achat à la fin du bail pour 20 481,60 \$. Fret et préparation de 950 \$, taxes, immatriculation et assurance en plus. Première mensualité et dépôt de garantie requis. Le bail prévoit une allocation de 20 000 kilomètres par année (0,08 \$ par kilomètre excédentaire). Le détaillant peut louer roues char. Pour plus de détails ou d'autres options de location, voyez votre détaillant Volvo. Exemple de financement : montant de 25 000 \$ financé à 3,9 % : 736,99 \$ par mois, basé sur 36 mensualités. Le coût total de l'emprunt est de 1531,64 \$. Fret et préparation de 950 \$, taxes, immatriculation et assurance en plus. © 2000 Automobiles Volvo du Canada Ltée. "Volvo pour la vie" est une marque de commerce d'Automobiles Volvo du Canada Ltée. N'oubliez pas de boucler votre ceinture. Visitez www.volvocanada.com.

Monde

Colombo rejette l'offre de trêve des rebelles tamouls

d'après AP et AFP
COLOMBO

Le gouvernement srilankais a rejeté hier la proposition d'une trêve formulée par les rebelles tamouls, jugeant qu'elle reviendrait à abandonner la péninsule de Jaffna, dans le nord.

Les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) offrent à Colombo d'évacuer, sous le contrôle du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ses 40 000 soldats encerclés à Jaffna sans que les rebelles ne tirent.

« Il n'y aura pas de retrait », a dit le ministre de l'Information Mangala Samaraweera. « Ceci fait partie de la guerre psychologique des Tigres. Les militaires vont attaquer », a-t-il assuré.

Un officiel a précisé que cela équivaldrait à abandonner les 500 000 habitants de Jaffna aux rebelles, qui considèrent la ville comme leur « capitale », et que la présidente Chandrika Kumaratunga se refusait à compromettre la souveraineté du pays.

Les rebelles du LTTE ont réussi des percées significatives la semaine dernière en vue de la reconquête de Jaffna, perdue à l'armée en décembre 1995. Ils ont pris le mois dernier Elephant Pass, qui relie la péninsule de Jaffna au reste de l'île.

Le gouvernement, qui a décrété l'état de guerre pour la première fois depuis l'indépendance voici 51 ans, a continué hier de bombarder les positions rebelles à Elephant Pass et a assuré qu'il ferait tout pour défendre Jaffna et la base aérienne voisine de Palali, cruciale pour l'envoi de renforts.

Le LTTE combat depuis 1983 pour la création d'un État séparé tamoul dans l'ancienne Ceylan, où la grande majorité de la population est cinghalaise.

+

2854124

Logiciels, etc.

Cyberpresse

technologie@lapresse.ca

Votre sécurité informatique: les méchants virus (1)

Voici la première d'une série de trois chroniques qui porteront sur votre sécurité informatique. Les deux autres seront publiées demain et jeudi.



André Mondoux

Une grande majorité des utilisateurs d'ordinateurs personnels, qu'ils soient au bureau ou à la maison, ont été directement ou indirectement affectés par le virus ILOVEYOU, comme en témoigne les nombreuses demandes de renseignements qui me sont parvenues. Au cours de cette série, je vous proposerai des logiciels, des pratiques informatiques et des pistes de réflexion qui seront suscepti-

bles de diminuer les risques informatiques et d'augmenter votre sentiment de sécurité.

À tout seigneur, tout honneur : nous commencerons donc par la menace des virus. Véritable plaie moderne, les effets dévastateurs des virus peuvent pourtant être, sinon enrayés, à tout le moins significativement diminués.

■ 1. Utilisez un logiciel antivirus

Certains prétendent qu'ils ne servent qu'à enrichir indûment une petite poignée de fabricants de logiciels. Pourtant, demandez à n'importe quelle victime du récent virus si elle aurait été prête à déboursier une soixantaine de dollars pour éviter ses malheurs...

Les logiciels antivirus vont désormais de soi. Mais ils ne peuvent à eux seuls suffire à la tâche. Vous devez y mettre du vôtre.

■ 2. Mettez à jour votre antivirus

Les dizaines de milliers de définitions de virus contenues par les logiciels antivirus sont sans importance : la clé est d'offrir une protection contre les nouveaux virus qui apparaissent constamment. Voilà pourquoi la plupart des produits ont un module pour télécharger par Internet les définitions des plus récents virus. Ces modules comportent des paramètres pour automati-

ser la mise à jour : n'hésitez pas à paramétrer une fréquence d'une fois par semaine ou de deux fois par mois. La procédure totale n'exigera que quelques minutes, ce qui est bien peu comparé aux longues heures nécessaires pour rebâtir un système informatique. En cas d'alerte généralisée, oubliez vos rêves et ambitions : votre nouveau karma est de mettre votre logiciel à jour le rapidement possible.

■ 3. Ajustez le seuil de sécurité des macros

Les macrocommandes sont pratiquées pour automatiser n'importe quelle tâche. Elles peuvent également « s'attacher » à un document et s'exécuter automatiquement lors de son ouverture. Il n'en fallait pas plus pour inspirer à certains des macrocommandes malveillantes — voire hostiles — qui se répandent en s'attachant au modèle de documents implicite des applications Word et Excel (chaque nouveau document est fondé sur ce modèle implicite).

Les logiciels antivirus ne peuvent bien souvent détecter ces virus, puisqu'ils sont imbriqués dans des applications légitimes. Pour vous protéger de ces virus de type cheval de Troie, assurez-vous que votre seuil de sécurité des macros (menus Outils, Macros, Sécurité)

soit ajusté à haut (seules les macros de sources certifiées seront exécutées) ou à moyen (le logiciel vous demandera de confirmer l'exécution des macros).

■ 4. Méfiez-vous des colis suspects

Une forme pernicieuse de virus consiste à créer des scripts ou des mini-applications, comme les virus Melissa et ILOVEYOU. Travaillant furtivement à l'arrière-plan, ces virus font leurs ravages et se répandent par courrier électronique (en tant que pièce jointe) aux destinataires inscrits dans le carnet d'adresses de la victime.

La meilleure protection est donc d'ouvrir l'oeil. Si vous recevez un courriel contenant un fichier exécutable (une mini-application) d'une personne que vous connaissez peu ou pas du tout ; si le message est écrit dans une langue (ou un style) autre que celle utilisée habituellement ; si vous avez le moindre doute ou une interrogation face à l'envoi, n'ouvrez pas le fichier.

■ 5. Vérifiez avant de sonner l'alarme

Il existe une catégorie particulière : les vrais faux virus. Rien de pire que ces messages « en provenance d'une source sûre comme l'ami d'un ami du neveu du concierge chez IBM » nous mettant en

garde contre les pires fléaux. Le Net est une machine à rumeurs idéale. Ces canulars ont des effets aussi pervers que les vrais virus : ils font perdre du temps et, tout comme l'enfant qui criait trop souvent au loup, incite les gens à ne plus croire en la menace des vrais virus et à relâcher leur vigilance.

Avant de propager la mauvaise nouvelle, vérifiez auprès de sites de renseignements appropriés (comme les sites des fabricants de logiciels antivirus) afin de valider si la menace est réelle ou non.

■ 6. Effectuez des copies d'archivage

Vous désirez la protection ultime contre la menace des virus ? Rien de plus simple : effectuez des copies de sécurité de vos données. Vous pouvez également utiliser un logiciel de « clonage » (comme Norton Ghost ou Drive Image) pour sauvegarder une « image » des partitions de votre disque dur. En cas de pépin, quelques minutes suffiront pour restaurer l'état antérieur de votre système.

DEMAIN : Verrouiller les portes d'entrée de votre ordinateur.

On peut joindre l'auteur à mondoux@videotron.ca.

+

MONTRÉAL ET L'OUEST DU QUÉBEC



Brancher les familles sur Internet

Liste des commerçants

INSCRITS AU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

en date du 3 mai 2000

Le programme « Brancher les familles sur Internet » du gouvernement du Québec vous permet d'accéder à Internet à prix réduit et de bénéficier d'une aide financière pour la location ou l'achat d'un ordinateur. Il s'adresse aux familles recevant un montant d'allocation familiale versée par la Régie des rentes du Québec. **Seuls les fournisseurs Internet et les détaillants d'équipements informatiques ayant obtenu un numéro d'inscription du ministère de l'Industrie et du Commerce sont autorisés à offrir ce programme. En voici la liste :**

Fournisseurs de services Internet

- 06 Montréal**
- 9046-5756 Québec inc. (514) 387-4487
 - AEI Internet (514) 284-4452
 - Alliance-Web Commerce (514) 367-7253
 - Archambault Net (450) 967-8200
 - Capteleo Communication inc. (514) 335-9007
 - Club Plus Internet (514) 696-7358
 - Communications Accessibles
 - Montreal (CAM Internet) (514) 529-3000
 - Contact Internet (514) 990-1615
 - Coronet Electronique inc. (514) 393-1840
 - Corporation des entreprises
 - Ontrack (Proxymedia Internet) (514) 845-0000
 - Distribution Médiatec inc. (514) 920-0540
 - FrancoMédia Inter inc. (514) 721-8216
 - Global Internet (514) 737-2091
 - Globetrotter (Quebec) (1-800-520-4562)
 - Groupe Arobis inc. (514) 527-6066
 - Info-Internet B.F. inc. (514) 342-4636
 - Interfonction, concepts, conseils et liaisons Internet (514) 288-1105
 - Internet Laurentides inc. (450) 433-8889
 - Internet (514) 320-7873
 - Lamicro Inc. (514) 592-6221
 - Le Groupe Mediom Inc. (514) 940-0937
 - Les Communications Avantages inc. (514) 329-1110
 - Lilashop Inc. (514) 527-9283
 - MSDC Informatique (450) 680-1643
 - NetAxis inc. (514) 482-8989
 - P2net Communication Interactives inc. (1-877-667-2638)
 - Processus Central Zone (514) 694-9663
 - Questzone.net inc. (450) 430-3097
 - Reseauabc (514) 278-9252
 - Services Internet QCnet Inc. (514) 382-2852
 - Smartnet.ca Inc. (514) 380-8126
 - Sympatico (Bell) (1-888-932-0000)
 - Ultim Net (514) 940-9409
 - Université du Québec à Montréal (514) 987-3424
 - Vidéotron Ltée (514) 281-1711
 - Vif Internet (514) 353-9988
- 07 Outaouais**
- AEI Internet (613) 689-0839
 - ATM InfoNet Technologies Inc. (819) 777-7932
 - Atreide Communications Inc. (819) 243-1414
 - Club Plus Internet (1-877-901-2582)
 - Globetrotter (Quebec) (1-800-520-4562)
 - Ordinateurs Pontiac Computers (819) 647-2778
 - Sympatico (Bell) (1-888-932-0000)
 - Vidéotron Ltée (1-877-380-2511)
 - Vif Internet (514) 353-9980
- 08 Abitibi-Témiscamingue**
- Sympatico (Bell) (1-888-932-0000)
- 10 Nord-du-Québec**
- Globetrotter (Quebec) (1-800-520-4562)
 - I.D. Logic (418) 748-4976
- 13 Laval**
- AEI Internet (514) 284-4452
 - Archambault Net (450) 967-8200
 - Capteleo Communication inc. (514) 335-9007
 - Compucentre Laval (450) 687-2231
 - DONATEK ELECTRONIQUE (514) 990-3858
 - Entreprises Global Net Enr. (514) 994-3357
 - Gestion de Données (514) 390-8186
 - Informatiques GDI Inc. (1-800-520-4562)
 - Globetrotter (Quebec) (514) 382-2852
 - Lamicro Inc. (514) 592-6221
 - Le Cartier informatique inc. (450) 689-9999
 - Les Communications Avantages inc. (514) 329-1110
 - Lilashop Inc. (514) 527-9283
 - Look Communications Inc. (1-877-472-5665)
 - P2net Communication Interactives inc. (1-877-667-2638)
 - Reseauabc (514) 278-9252
 - Services Internet QCnet Inc. (514) 382-2852
 - Sympatico (Bell) (1-888-932-0000)
 - Université du Québec à Montréal (514) 987-3424
 - Vidéotron Ltée (514) 281-1711
- 14 Lanaudière**
- Archambault Net (450) 967-8200
 - Capteleo Communication inc. (514) 335-9007
 - Globetrotter (Quebec) (1-800-520-4562)
 - Lilashop Inc. (514) 527-9283
 - Look Communications Inc. (1-877-472-5665)
 - Reseauabc (514) 278-9252
 - Satelcom Internet (450) 833-6364
 - Sympatico (Bell) (1-888-932-0000)
 - Vidéotron Ltée (514) 281-1711
- 15 Laurentides**
- Archambault Net (450) 967-8200
 - Capteleo Communication inc. (514) 335-9007
 - Centre Informatique Régional COGECO Câble Canada inc. (450) 436-7411
 - Globetrotter (Quebec) (1-877-472-5665)
 - Internet Laurentides Inc. (450) 527-9283
 - Lilashop Inc. (514) 527-9283
 - Look Communications Inc. (1-877-472-5665)
 - NetAxis inc. (514) 482-8989
 - Polyinter Communications inc. (819) 326-9192
 - Questzone.net inc. (450) 430-3097
 - Reseauabc (514) 278-9252
 - Sympatico (Bell) (1-888-932-0000)
 - Vidéotron Ltée (514) 281-1711
- 16 Montérégie**
- AEI Internet (514) 284-4452
 - Archambault Net (450) 967-8200
 - Capteleo Communication inc. (514) 335-9007
 - COGECO Câble Canada inc. (450) 436-7411
 - ENTER-NET (1-877-727-4387)
 - Globetrotter (Quebec) (450) 652-7189
 - Goyette Info plus (450) 635-6734
 - Internet Laurentides Inc. (450) 433-8889
 - Lilashop Inc. (514) 527-9283
 - Lamicro Inc. (514) 592-6221
 - Les Services Télématiques (450) 377-1898
 - Rocky Omstown (450) 377-1898
 - Les Services Télématiques

- Détaillants d'équipements informatiques**
- 06 Montréal**
- 9046-5756 Québec inc. (514) 387-4487
 - ACCESS INFO-TECH (514) 288-6000
 - AEI Internet (514) 284-4452
 - Alliance-Web Commerce (514) 367-7253
 - Alpex Informatique (514) 630-3665
 - A. B. INFORMATIQUE LTÉE (514) 339-3971
 - Bios P.C. (514) 270-5877
 - Boulevard Produits de bureau inc. (514) 355-4455
 - Boutique Microtech (514) 364-5511
 - Bureau en Gros - Côte Saint-Luc (514) 369-4858
 - Bureau en Gros - Dorval (514) 684-1831
 - Bureau en Gros - Jean-Talon (514) 344-3044
 - Bureau en Gros - LaSalle (514) 364-3872
 - Bureau en Gros - Marché central (514) 383-6323
 - Bureau en Gros - Notre-Dame (514) 875-0977
 - Bureau en Gros - Pointe-Claire (514) 684-5578
 - Bureau en Gros - Saint-Laurent (514) 338-1036
 - Bureau en Gros - Saint-Léonard (514) 251-0513
 - Bureau informatique (514) 639-6699
 - Capteleo Communication inc. (514) 335-9007
 - Centre Info-Maniacs (514) 598-1455
 - Club Plus Internet (514) 696-7358
 - COMPUCENTRE (514) 695-3620
 - Coop UQAM (514) 985-3025
 - Coronet Electronique inc. (514) 393-1840
 - Corporation des entreprises
 - Ontrack (Proxymedia Internet) (514) 845-0000
 - Costco Canada Inc. (1-800-463-3783)
 - Distribution Médiatec inc. (514) 920-0540
 - Dumoulin électronique inc. (514) 385-1777
 - Dumoulin électronique inc. - Centre-Ville (514) 288-7973
 - Dumoulin électronique inc. - Pointe-Claire (514) 428-1616
 - Dumoulin électronique inc. - Saint-Léonard (514) 255-7054
 - Global-Sys - Montréal (514) 488-2912
 - Global-Sys - Saint-Laurent (514) 339-1091
 - Global Internet (514) 737-2091
 - GSI Technologies inc. (1-877-908-8325)
 - IBM Canada ltée (1-800-426-4968)
 - Info-Carrefour (514) 381-4044
 - Info-Internet B.F. inc. (514) 342-4636
 - Infocom@laurentides (ARRL) (450) 229-5140
 - Informa L.G. inc. (514) 353-2339
 - Informatique Montreal Nord (514) 322-8832
 - Jaripet ltée (514) 747-2621
 - Jitec Montréal (514) 255-3454
 - Lamicro Inc. (514) 592-6221
 - Le Groupe Technique (514) 251-7902
 - Microcomp JMM Inc. (514) 329-1110
 - Les Communications Avantages inc. (514) 333-4500
 - Les Services Informatiques Lasernet inc. (514) 939-3222
 - Les Systèmes Informatiques Aiki (514) 528-4922
 - Melrand Informatique (514) 871-1155
 - Micro-Max Inc. (514) 871-1155
 - Micro Clinique M.C. inc. (514) 368-1494
 - MSDC Informatique (450) 680-1643
 - Nobell Technologie Inc. (514) 787-8989
 - Novacorp Technologies Informatiques (514) 270-1880
 - P2net Communication Interactives Inc. (1-877-667-2638)
 - Processus Central Zone (514) 694-9663
 - Solutions informatiques revées (514) 322-0524
 - Système Info Villeneuve (514) 952-5014
 - TechLAN Informatique (514) 393-1771
 - Uttim.net (514) 940-9409
- 07 Outaouais**
- Avantage Informatique (819) 771-1059
 - Bureau en Gros - Gatineau (819) 246-9470
 - Bureau en Gros - Hull (819) 770-2332
 - Centre Informatique Abitibi - Val d'Or (819) 874-3873
 - Club Plus Internet (1-877-901-2582)
 - Costco Canada Inc. (1-800-463-3783)
 - GSI Technologies inc. (1-877-908-8325)
 - IBM Canada ltée (1-800-426-4968)
 - Informatique Interlatch Inc. (819) 449-6970
 - Les Systèmes DMP inc. (819) 778-3221
 - Ordinateurs Pontiac Computers (819) 647-2778
 - Quévillon T.V.S. inc. (819) 755-3205
 - (Quévillon T.V. Service inc.) (819) 449-6161
 - Service Informatique D.L. Inc. (819) 449-6161
- 08 Abitibi-Témiscamingue**
- Boutique Microtel senc (819) 622-1500
 - Centre Informatique Abitibi - La Sarre (819) 339-3186
 - Charlot Electronique (819) 732-6144
 - Dumoulin (819) 333-3710
 - GSI Technologies inc. (1-877-908-8325)
 - IBM Canada ltée (1-800-426-4968)
 - Logicon Rouyn (1995) Inc. (819) 797-0161
 - SERVICES INFORMATIQUES LOGITEM INC. (1-888-302-2816)
- 10 Nord-du-Québec**
- GSI Technologies inc. (1-877-908-8325)
 - IBM Canada ltée (1-800-426-4968)
 - I.D. Logic (418) 748-4976
 - Laser Electronique (418) 748-7142
- 13 Laval**
- AEI Internet (514) 284-4452
 - A.T.C. Systèmes D'ordinateurs Inc. (450) 689-3120
 - Bureau en Gros - Laval - Le Carrefour (450) 682-9702
 - Bureau en Gros - Laval - Le Corbusier (450) 973-1070
 - Bureau en Gros - Rosemère (450) 435-7121
 - Bureau informatique (450) 963-8697
 - Capteleo Communication inc. (514) 335-9007

- Compucentre Laval (450) 687-2231
 - Costco Canada Inc. (1-800-463-3783)
 - DONATEK ELECTRONIQUE (514) 990-3858
 - Dumoulin électronique inc. (450) 888-1001
 - Entreprises Global Net Enr. (514) 994-3357
 - Gestion de Données (514) 390-8186
 - Informatiques GDI Inc. (514) 380-8186
 - GSI Technologies inc. (1-877-908-8325)
 - IBM Canada ltée (1-800-426-4968)
 - Info Solution As 2001 (450) 963-0233
 - Lamicro Inc. (514) 592-6221
 - Le Cartier informatique inc. (450) 689-9999
 - Les Communications Avantages inc. (514) 329-1110
 - Les Systèmes Informatiques Cybernation (450) 682-9444
 - P2net Communication Interactives Inc. (1-877-667-2638)
 - Rescorp International Inc. (450) 669-9279
- 14 Lanaudière**
- Bureau en Gros - Mascouche (450) 474-6555
 - Capteleo Communication inc. (514) 335-9007
 - Centre Internet des Moulins Inc. (450) 961-2297
 - Comptoir Informatique (450) 753-4000
 - Distribution MicroPlus (514) 990-5588
 - FMPC Info (450) 755-6748
 - Gestion Oclocom / Microage Joliette (450) 752-8600
 - GSI Technologies inc. (1-877-908-8325)
 - IBM Canada ltée (1-800-426-4968)
 - Informatique Alfa Inc. (450) 477-6777
 - Satelcom Internet (450) 833-6364
 - Service Informatique Mario Gaudard Enr. (450) 833-4113
 - Solutions au PC (514) 953-4233
- 15 Laurentides**
- Axe Informatique (450) 229-7537
 - Bélangier Electronique inc. (819) 623-5005
 - Bureau en Gros - Saint-Jérôme (450) 436-3708
 - Capteleo Communication inc. (514) 335-9007
 - Centre Informatique Régional (450) 436-7411
 - Compucentre Place Rosemère (450) 437-8965
 - Costco Canada Inc. (1-800-463-3783)
 - Cyber PC 2000 (450) 434-1462
 - C. & E. Informatique inc. (450) 491-3811
 - GSI Technologies inc. (1-877-908-8325)
 - IBM Canada ltée (1-800-426-4968)
 - Info du Nord (450) 224-7845
 - Infocom@laurentides (ARRL) (450) 229-5140
 - Informatique MCM enr. (450) 475-7200
 - N.G. Informatique inc. (450) 491-6089
 - Piace Internet (450) 565-1753
 - Polyinter Communications Inc. (819) 326-9192
 - ZIP INFO (819) 322-1028
- 16 Montérégie**
- AEI Internet (514) 284-4452
 - Bureau en Gros - Brossard (450) 445-2229
 - Bureau en Gros - Greenfield Park (1-877-667-2638)
 - Bureau en Gros - Longueuil (450) 870-1688
 - Bureau en Gros - Saint-Bruno (450) 441-2414
 - Bureau en Gros - Saint-Jean-sur-Richelieu (450) 359-7750
 - Bureau en Gros - St-Hyacinthe (450) 796-4575
 - Café Info 2000 (450) 776-1584
 - Capteleo Communication inc. (514) 335-9007
 - CD Info inc. (450) 445-8448
 - Centre des Services Informatique Supermicro (450) 371-7310
 - Crisys Informatique (450) 446-8009
 - Communications MultiMédia (450) 652-7189
 - Comptabilité Info-Logic Enr. (450) 358-3766
 - Comtech Informatique (450) 348-5555
 - Coopérative étudiante de St-Hyacinthe (450) 774-2727
 - Costco Canada Inc. (1-800-463-3783)
 - DBR INFORMATIQUE (DIV.2841-3466 QUEBEC INC.) (450) 375-0405
 - Dumoulin électronique inc. - Brossard (450) 462-8867
 - Dumoulin électronique inc. - Longueuil (450) 468-5651
 - Dumoulin électronique inc. - Saint-Bruno-de-Montarville (450) 441-5020
 - FM Informatique (450) 245-0263
 - Goyette Info plus (450) 635-6734
 - GSI Technologies inc. (1-877-908-8325)
 - Iberville Ordinateur Electronique (450) 357-1069
 - IBM Canada ltée (1-800-426-4968)
 - Informatique CB - Béliveau, Charles (450) 263-2384
 - Internet acces international (450) 346-9056
 - Jazz-Rama inc. (450) 743-3569
 - Jitec Bezei (450) 446-8299
 - Jitec St-Hubert (450) 462-3132
 - JM Electronique enr. (450) 347-0115
 - Jusikana Informatique (2960-8700) Québec inc. (450) 359-1332
 - La Galerie Informatique (450) 373-9094
 - Lafrance Audio Video 2000 inc. (450) 263-2261
 - Lamicro Inc. (514) 592-6221
 - Legault Electronique (8006-7158 Qc inc.) (450) 427-2217
 - Les Entreprises Dumay (450) 846-0949
 - Les Services Laser Int Enr. (450) 444-5042
 - Librairie coopérative Edouard-Montpetit (450) 679-2631 #284
 - Logimax Service Informatique Inc. (450) 469-1661
 - Loginnovation Technologies Inc. (450) 746-5644
 - MARTEL ELECTRONIQUE INC (450) 373-1294
 - Megatech Enr. (450) 772-2030
 - MEUBLES GEMO INC. (450) 372-7732
 - DUMOULIN GRANBY (450) 743-3569
 - Micro Application Forest Inc. (450) 778-5533
 - M.S. Audio inc. / Dumoulin (514) 289-7271
 - Saint-Hyacinthe (450) 773-7353
 - Octet Informatique (450) 773-0847
 - Place Sélect-tronique inc. (450) 347-0418
 - Provincial informatique maison mère (450) 424-5566
 - Puma Communication (450) 798-2650
 - RAMTECH INFORMATIQUE ENR. (450) 795-6173
 - Remarc informatique inc. (450) 742-7932
 - R. C. Micro (514) 289-7271
 - Sélectronic Chambly Inc. (450) 447-9629
 - Service in.g.s. informatique inc. (450) 692-1114
 - Services Info (450) 646-5995
 - SOS Ordi (450) 372-0066
 - Spec Informatique enr. (450) 445-9453
 - Tout L'Informatique (450) 347-0507
 - St-Jean Informatique (450) 465-7666

Comment bénéficier du programme?

- Conservez la liste des commerçants participant au programme.
- Obtenez une attestation démontrant que vous recevez l'allocation familiale. Pour éviter la cohue, faites votre demande d'attestation par écrit à Programme Brancher les familles sur Internet en remplissant le bon de commande. Nous vous ferons parvenir votre attestation au cours des prochaines semaines. Si jamais vous n'êtes pas admissible au programme, un préposé communiquera avec vous dans les prochains jours.

N.B. Il est important que le nom et les coordonnées transmis soient ceux du bénéficiaire de l'allocation familiale et non ceux du conjoint.

Vous avez jusqu'au 31 mars 2001 pour vous inscrire et pour bénéficier par la suite de l'aide financière pendant deux ans.

L'aide accordée

- 75% des coûts d'accès à Internet pendant deux ans, jusqu'à un montant maximum de 200 \$ par année.
 - Un montant de 250 \$ maximum par année, durant deux ans, pour la location d'un ordinateur multimédia, ou
 - Un montant de 500 \$ pour l'achat d'un ordinateur multimédia.
- N.B. L'aide financière est accordée par le fournisseur ou le détaillant d'équipements informatiques

Bon de commande

DEMANDE D'ATTESTATION

Nom du bénéficiaire de l'allocation familiale : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Téléphone : () _____

Numéro d'assurance sociale : _____

Signature du bénéficiaire : _____

Veillez retourner à :
Programme Brancher les familles sur Internet
C.P. 7777 Québec (Québec) G1K 7T4



65 millions pour le transport dans Lanaudière

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le ministre des Transports, Guy Chevrette, a dévoilé hier son plan 2000-2001 pour la région de Lanaudière, qui nécessitera des investissements de 65,1 millions.

Lors d'une conférence de presse à Joliette, il a annoncé que 38,1 millions seront consacrés à la conservation et à l'amélioration du réseau routier alors que l'entretien des infrastructures accapara 17,6 millions du budget régional. Les subventions pour la voirie locale totalisent 4,3 millions pour l'entretien et l'amélioration du réseau routier ainsi que la réfection des structures municipales. L'aide aux systèmes de transport en commun et adapté sera de 5,1 millions.

Pour les prochains mois, les chantiers les plus importants seront sur l'autoroute 25, dans le secteur de Saint-Esprit, Saint-Roch-Ouest et Saint-Roch-de-l'Achigan, où une somme de 7,2 millions sera nécessaire pour la construction de la deuxième chaussée de la voie rapide, de deux échangeurs ainsi que d'un pont et de ses approches sur une distance de 6,76 kilomètres; sur le pont Lepage de la 25, à Terrebonne, (3,2 millions), et sur le pont Mathieu et l'autoroute 640, à Terrebonne, (2,1 millions).

Des travaux seront aussi effectués sur la route 348, pont Bayonne (1,3 million); sur la 347, entre Saint-Côme et Notre-Dame-de-la-Merci (1,3 million); sur l'autoroute 40, entre le boulevard Valmont et la route 343, sur une distance de huit kilomètres entre Repentigny, l'Assomption et Saint-Sulpice (1,2 million); sur la route 131, Côte Azarie, à Saint-Zénon (1,2 million); sur la 40 et sur les routes 125, 131, 337 et autres pour l'installation de glissières de sécurité (87 500\$); sur la 40, en direction de Charlemagne, érection d'un écran anti-bruit sur 237 mètres (655 000\$); sur les chemins Archambault et Saint-Jacques, à Crabtree, reconstruction de la route (552 000\$); sur le rang Saint-Charles, entre l'autoroute 31 et la route 158, à Saint-Thomas réfection de la structure de la chaussée (530 000\$) et sur la route 125 à Saint-Donat, planage et pose d'enrobés bitumineux (505 000\$).

Les usagers de ces autoroutes et routes pourront se renseigner sur les travaux en cours en composant, pour la région de Lanaudière, le 450-756-2363, et pour Montréal, le 514-284-2363. Il existe aussi un numéro sans frais : 1-877-393-2363.

Vétérinaires : le nouveau guide de tarification attendu sous peu

MARTINE ROUX

L'Ordre des médecins vétérinaires du Québec publiera d'ici la fin du mois son nouveau guide de tarification, actuellement sous presse.

La présidente de l'Ordre, Christiane Gagnon, se défend toutefois d'inviter les vétérinaires à hausser leurs honoraires. « Les tarifs que nous allons suggérer sont déjà en vigueur dans certaines cliniques au Québec. On encourage simplement les vétérinaires à donner des services de qualité. Les chirurgies sur le coin de la table, on n'en veut plus. Il faut que les vétérinaires s'adaptent à l'évolution de la science et de la technologie. »

Or, les équipements à la fine pointe de la technologie représentent des investissements considérables pour les cliniques vétérinaires. Mais l'Ordre souhaite que les vétérinaires prennent le virage technologique... quitte à augmenter leurs tarifs.

« Certains vétérinaires nous disent qu'ils ne peuvent s'équiper parce que c'est trop cher. En publiant le guide de tarification, nous leur répondons : "Voyez, certains chargent tel tarif, vous pouvez faire de même". »

L'élégance... sans griffe!



LE MERCREDI DANS La Presse DANS LE CAHIER Mode

Monde

Ougandais et Rwandais se toisent à Kisangani

d'après AFP
BANGOKA, RDC

Une vive tension entre armées rwandaise et ougandaise persistait hier autour de la ville de Kisangani, dans le nord-est de la RDC (République démocratique du Congo, Kinshasa), trois jours après des combats qui ont fait au moins 15 morts civils.

À proximité de l'aéroport de Bangoka, à 17 km à l'est de la troisième ville de RDC, les soldats rwandais observent de leurs tranchées la piste d'atterrissage et de l'autre côté, les lignes de défense ougandaises cachées dans un épais bosquet.

Le Rwanda et l'Ouganda ont pourtant accepté hier de retirer leurs troupes de Kisangani, à l'issue d'une conférence téléphonique

entre les deux présidents Yoweri Museveni et Paul Kagamé et une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU, a-t-on appris dans un communiqué conjoint rendu public à Kampala.

Kampala, Kigali et la mission de l'ONU, menée par l'ambassadeur américain Richard Holbrooke, demandent que « les observateurs de l'ONU au Congo (MONUC) se déploient rapidement à Kisangani pour exercer un contrôle neutre sur les zones démilitarisées autour de la ville et de ses aéroports, dès que les parties concernées se seront retirées », indique le communiqué.

« Nous avons eu Museveni et Kagamé au téléphone. Nous leur avons parlé séparément puis ensemble. C'est leur plus long entretien depuis un certain temps », a indiqué l'ambassadeur britannique

sir Jeremy Greenstock, membre de la mission de l'ONU.

Sur le terrain, deux carcasses de chars calcinées témoignent des combats qui se sont déroulés vendredi, opposant pour la deuxième fois en moins d'un an l'Armée patriotique rwandaise (APR) et les forces de défense ougandaises (UPDF), alliées à la rébellion congolaise opposée au président Laurent-Désiré Kabila.

Selon les responsables de l'APR sur place, il y a très peu de contact entre les chefs des deux armées, qui observent un cessez-le-feu depuis samedi. Les deux camps se jaugent avec méfiance sans bien comprendre pourquoi ils doivent se battre.

L'accès à la ville est bloqué par les soldats de l'UPDF. Des journalistes étrangers se sont vus refuser

l'accès à la cité par des militaires ougandais qui n'ont pas donné d'explications. Un no man's land marque la limite des deux camps à l'est de la ville.

Les deux aéroports sont pour le moment paralysés : Simi Simi, à l'ouest de Kisangani, est sous contrôle rwandais, et Bangoka est divisé entre les deux armées.

Selon le lieutenant-colonel Houssein Akram, de la Mission de l'ONU en RDC (MONUC), « une délégation de la MONUC venant de Kinshasa est attendue à Kisangani », après les combats de vendredi qui ont fait 15 morts et 50 blessés parmi les civils.

Kinshasa a accusé entre-temps la rébellion d'avoir conquis une position loyaliste, quelques heures après que la délégation de l'ONU eut achevé sa mission sur le respect

du cessez-le-feu en RDC en vue du déploiement d'une force de l'ONU.

« Les troupes du Mouvement de libération du Congo (MLC, soutenu par l'Ouganda) ont attaqué le 5 mai » la localité d'Ikembe (800 km au nord-est de Kinshasa) « contraignant » les Forces armées (FAC) qui tenaient cette position à un « repli » de 25 km, selon communiqué le directeur de cabinet du ministère de la Défense, le colonel David Kokolo.

Dénonçant « les violations en cascade du cessez-le-feu » par la coalition rebelle, Kinshasa accuse le MLC, un des trois groupes rebelles de RDC, de « préparer une offensive de grande envergure » dans cette région riveraine de l'Oubangui, affluent du fleuve Congo qui marque la frontière entre les deux Congo.

TOUT LE GOUVERNEMENT... D'UN SEUL CLIC!

www.gouv.qc.ca

au quotidien

Québec clic

Québec

+

Monde

Les réformateurs en Iran lancent un quotidien

D'autres accusés juifs avouent avoir espionné pour Israël

d'après AFP
TÉHÉRAN

Les réformateurs ont défié hier la justice, dominée par les conservateurs, en lançant un quotidien, alors que leur presse est presque décapitée depuis la suspension de 16 de leurs journaux.

Ce nouveau titre, *Bahar* (Printemps), dirigé par Saïd Pour-Azizi, directeur du bureau de presse du président réformateur Mohammad Khatami, voit le jour après la suspension par la justice depuis le 23

avril de 11 quotidiens.

La vague de suspensions a atteint *Sobh-é-emrouz*, dirigé par le conseiller présidentiel Saïd Hajarian, victime d'un attentat le 12 mars, et *Mocharekat*, dirigé par Mohammad-Reza Khatami, son frère et chef de file des réformateurs aux législatives.

Bahar, qui recrute parmi d'anciens journalistes de *Sobh-é-emrouz*, publie à la « une » un dessin montrant des journaux suspendus comme autant de gouttes de pluie qui font fleurir le printemps.

Il publie une photo et une déclaration de Hajarian, la première depuis l'attentat dont il a été victime, qui compare les suspensions de journaux à « l'incendie des cultures, et non à l'arrachage des mauvaises herbes ».

Ce journal apparaît dans un climat de grande tension politique, trois jours après le second tour de scrutin, le 5 mai, qui a amplifié le triomphe des réformateurs au premier tour, le 18 février, mais les conservateurs ne désarment pas.

Dimanche, le Conseil de surveil-

lance, instance qui valide les élections, dominée par les conservateurs, a pour laissé planer le doute sur la proclamation des résultats du premier tour à Téhéran, qui a pourtant eu lieu il y a près de trois mois, arguant d'importantes « fraudes » découvertes à la faveur d'une troisième vérification des urnes.

Le Parlement étant de 290 membres, compte tenu des invalidations, et des attributions à des conservateurs de sièges initialement annoncés comme remportés par les réformateurs, l'annulation des ré-

sultats de Téhéran ne permettrait pas au président de disposer des 194 députés indispensables.

Entre-temps à leur procès qui continue à Chiraz, trois juifs ont avoué hier s'être livrés à des activités d'espionnage au profit d'Israël, mais deux l'ont fait, selon leur avocat, « pour rendre service » à leur communauté.

La quatrième audience du procès de 13 juifs iraniens au Tribunal révolutionnaire de Chiraz s'est tenue à huis clos malgré la requête de la défense.

Attaques et raids en série au Liban Sud

d'après AFP
SAIDA, Liban

L'aviation israélienne a mené hier une série de raids au Liban Sud contre des fiefs du Hezbollah, qui a riposté avec une dizaine d'attaques contre la zone occupée par l'État hébreu.

Des chasseurs-bombardiers ont mené, en l'espace d'une demi-heure hier soir, six raids, a indiqué la police, sans faire état de victime.

La Résistance islamique, branche militaire du Hezbollah chiite, ainsi que les Brigades libanaises de la résistance, groupe laïc entraîné par la formation intégriste, ont revendiqué une dizaine d'attaques contre la zone occupée.

Ces attaques, qui ont visé des positions de l'armée israélienne et de sa milice auxiliaire, l'Armée du Liban Sud (ALS), n'ont pas fait de victime, selon des services de sécurité.

L'ALS avait abandonné dans la nuit de dimanche son poste à Chir Azour, après l'avoir démantelé et détruit à l'explosif.

La milice supplétive d'Israël avait perdu le 28 avril sa position à Aaramta, prise par les combattants du Hezbollah, qui y avaient laissé des charges explosives avant de s'en retirer, tuant trois miliciens de l'ALS et blessant quatre autres. L'ALS avait déjà abandonné, il y a quatre mois, le fortin de Soujoud.

Dans un communiqué distribué à Beyrouth, le Hezbollah a estimé que cette nouvelle « défaite de l'ennemi sioniste et de ses agents stipendiés » était dû « aux coups répétés de nos moudjahidine ».



Elle a toujours été généreuse de son temps. À vous de la remercier maintenant.

Collection de montres Henry Birks & Sons, en or 14 carats. Mouvement à quartz suisse et verre saphir. À partir de 1 795 \$.

Toutes les montres Birks sont garanties trois ans et gravées gratuitement. Remplacement gratuit de la pile à vie.

BIRKS

TEMPS. depuis 1879



1240 Square Phillips 397-2511 • Fairview Pointe-Claire • Centre Rockland • Carrefour Laval • Promenades St-Bruno
1 800 682 2622 www.birks.com

Académie internationale du design
(514) 875.9777

Vérifiez avant de voyager